

Sept.-Octob.1937

Prix : 2 fr. 50

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

**BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
fraction Italienne de la Gauche Communiste**

43

SOMMAIRE

**POUR LA SOLIDARITE DE CLASSE POUR TOU-
TES LES VICTIMES DE LA GUERRE D'ES-
PAGNE.**

DU TRAVAIL ET DU PAIN.

ANDRES NIN ASSASSINE?

LES BOURREAUX SOVIETIQUES A L'ŒUVRE.

**A PROPOS DE QUELQUES ELUCUBRATIONS
TROTSKYSTES.**

LE COMITE NATIONAL DE LA C. G. T.

L'EVOLUTION DES EVENEMENTS D'ESPAGNE.

LE FRONT POPULAIRE

**POUR LE BUREAU INTERNATIONAL DES
FRACTIONS COMMUNISTES DE GAUCHE
Vercèsj).**

**L'IMPERIALISME JAPONAIS A LA CONQUETE
DE LA CHINE (Gatto Mammone).**

DOCUMENTATION INTERNATIONALE.

**Rédaction-Administration: Albert BOYER, 15, rue de Prague, Paris (12)
Compte chèques postaux: Boyer, Paris, 171.74.**

B I L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 43

Pour la solidarité de classe à toutes les victimes de la guerre d'Espagne

Jamais les fractions de gauche ne se sont trouvées devant une situation tellement pénible. Le massacre espagnol jette dans la fosse des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants; les cris de souffrances d'une multitude de victimes prolétaires parquées dans des villes ouvertes au bombardement, cloîtrés dans des prisons, fuyant la mort ou la misère et cherchant refuge; les lamentations des familles pleurant un père, un fils, un mari, toute cette effroyable misère, produit de la société capitaliste, est exploitée par les forces de la contre-révolution en vue d'élargir encore cette vision.

Ah! ils savent bien, les traîtres de toute couleur, que le prolétaire, si généreux et si naïf, se laissera vite duper et attendrir. La pitié pour ses frères frappés s'exprimera immédiatement sans qu'il puisse comprendre que les marchands de cadavres en feront un article de commerce pour propager toujours plus la guerre sacrée de l'antifascisme contre le fascisme.

Mais les fractions de gauche ne restent pas insensibles au martyre, aux souffrances de la guerre d'Espagne. Elles se sentent meurtries, dans leur vie et dans leur chair, à l'évocation du carnage espagnol. Elles voudraient faire comprendre aux prolétaires qu'il est de leur devoir d'aider toutes les victimes de cette guerre impérialiste; l'ouvrier qui lutte avec l'antifascisme, comme celui qui lutte avec Franco; l'ouvrier allemand qu'Hitler envoie mourir ou l'ouvrier italien jeté sur les champs de bataille; le Maure comme les autres. Les familles de tous, les enfants de tous.

Il n'y a, en Espagne, que des prolétaires frappés par l'antifascisme et par le fascisme et la solidarité réelle de classe consiste à les aider tous, sans aider les uns pour battre les autres: cela est la chanson que le capitalisme fait chanter pour faire durer la guerre.

Les fractions de gauche refusent de participer à toutes les formes de solidarité édifiées par le Front Populaire et ceux qui s'y rattachent. Il s'agit d'entreprises destinées à égarer la pitié, la solidarité du prolétaire et bâties sur la nécessité de soulager un peu la zone républicaine afin de faire durer la guerre.

Les prolétaires qui versent leur aide à ces organismes doivent se rebeller et exiger que leur solidarité aillent à toutes les victimes. Dans les syndicats, ils devront s'élever et préconiser la solidarité la plus effective dans cette direction où la compromission avec les forces de la guerre n'est plus possible.

Les fractions belge et italienne, devant l'impossibilité de participer à n'importe laquelle des formes et organismes de solidarité constitués par le Front Populaire, désireuse de participer à une solidarité réelle de classe, sans se jeter dans le giron de la guerre impérialiste, ont décidé de constituer un fonds de solidarité pour toutes les victimes prolétariennes d'Espagne.

Des listes de souscription seront fournies à tous les camarades qui en feront la demande.

Du travail et du pain

Chaque jour une bombe nouvelle. Pour nous borner aux tous derniers événements — qui seront très probablement dépassés lorsque ceci sera publié — nous réfléchissons encore aux conséquences des événements chinois, des bombes lancées contre l'ambassadeur d'Angleterre, que le torpillage de l'« Hartock » prend la première place des événements et, avec lui, la décision de la Conférence méditerranéenne due à l'initiative du gouvernement français qui avait « reconsidéré l'affaire espagnole ». Et le lendemain, la nouvelle bombe a éclaté : la Russie rend l'Italie responsable des actes de piraterie, ce à quoi Mussolini répond par un refus catégorique de toutes les demandes contenues dans la note russe.

Qu'ils ont donc des difficultés les différents assassins du prolétariat mondial : la situation ne leur laisse aucune trêve : les morts évoquent d'autres morts et aucune possibilité ne se présente d'y opposer une digue. Le régime capitaliste a ses lois de fer et, dans la phase d'incendie sociale d'aujourd'hui, c'est avec le langage de milliers et milliers de morts que les pirates démocratiques, fascistes, soviétiques, sont obligés d'échanger leurs notes pour sauver le régime de la piraterie perpétuelle s'exerçant contre les travailleurs de tous les pays.

La guerre entre la Russie et l'Italie surgit-elle à l'horizon après les récentes notes si venimeuses ? Très probablement non ! Mais ce qui est à l'ordre du jour, c'est la nécessité de redorer le blason du Front Populaire en Italie. L'organe socialiste a récemment publié un article provenant d'Italie et où un membre de ce parti révèle que les événements espagnols ont produit une « dangereuse mentalité » et l'on entend dire que mieux vaut Mussolini que Staline... Ceux qui avaient mobilisé les ouvriers derrière le drapeau de « Caballero mieux que Franco », peuvent bien s'étonner aujourd'hui de s'entendre répondre que le fascisme est mieux que le Front Populaire.

Nous qui n'avons jamais basé notre politique sur la théorie du « moindre mal », mais qui avons toujours fondé notre politique sur le dilemme de classe, nous n'avons rien à redouter de l'évolution des événements qui finiront par se concier

par la victoire du prolétariat contre le régime capitaliste.

Entre-temps, les statistiques économiques accusent une augmentation de la production dans tous les pays ; et le Front Populaire a engagé une lutte de vitesse pour atteindre les chiffres records de la production, qui sont aussi les chiffres records de l'exploitation des travailleurs.

Toutes les statistiques sont en hausse, également celle des travailleurs occupés et le chômage qui continue de sévir dans plusieurs pays est expliqué comme la raison inévitable de la rationalisation ayant déterminé un surplus considérable de travailleurs que l'on ne pourra plus « réadapter ». Les autres ouvriers ont du travail, et même beaucoup de travail. Ils ont aussi du pain. N'est-ce pas cela qu'ils ont réclamé pendant les années de crise économique. Eh bien ! le capitalisme a fait ce qu'il peut. Il ne pouvait pas faire davantage. La crise économique a fait place à une reprise et cette reprise porte les marques sanglantes que personne au monde n'aurait pu lui enlever. C'est le déclenchement de la guerre en Espagne, la place hégémonique prise par l'industrie de guerre dans tous les pays, qui ont permis cette reprise économique. Rien d'autre que cela, car aucune perspective nouvelle ne s'est ouverte pour le régime capitaliste lequel, malgré cette détente dans la situation économique, ne peut éloigner les foudres qui s'abattent chaque jour sur lui. A aucun moment de la crise économique la plus intense, la situation n'a été aussi incendiaire qu'elle l'est actuellement, en pleine période de bond de la production mondiale.

Une autre statistique marque des hausses fantastiques. C'est celle qui traduit le nombre des fanfarons et le rythme de leurs fanfaronnades. La guerre d'Espagne, la croisade de la liberté contre le fascisme, orient les socialistes, frotte leur alliance avec les centristes, grottent leurs mains ensanglantées du sang des spartakistes contre celles de Staline se plongeant dans l'infamie : la complicité permet d'estomper, parmi les masses, la vision de tous les crimes et laisse encore du travail et du pain aux traîtres de toutes les couleurs. Les trotskystes sont aussi de la mêlée : « mieux Staline que Hit-

ler », l'Union Soviétique doit être défendue, les nationalités opprimées défendues, la guerre antifasciste sanctifiée et, entre-temps, tombent par milliers les ouvriers et les paysans auprès desquels les assassins antifascistes et anti-impérialistes sont présentés comme le moindre mal. Et, pour finir, voilà ceux qui s'affublent du nom de « communistes de gauche » et qui, participant, eux aussi, au concert macabre qui accompagne les hécatombes d'ouvriers, disent : la révolution ne surgirait plus de la négation de la guerre, de sa transformations en sens contraire : la lutte du prolétariat, mais du parachèvement de la guerre antifasciste portée à ses conséquences extrêmes, en victoire contre le fascisme. Les succès de l'armée antifasciste en Aragon, fourriers de nouvelles répressions contre le prolétariat, voilà la réponse des événements aux « communistes de gauche ».

Il n'y a que les fractions de gauche qui, dans leur travail pénible, n'ont au-

cune possibilité de trouver encore du travail et du pain dans leur lutte pour le communisme. Groupes minuscules, en butte à toutes les difficultés, ridiculisées par tout le monde, ces militants sont pourtant ceux qui incarnent les intérêts du prolétariat, ceux qui s'efforcent de construire le parti de la révolution communiste, ceux qui, parce qu'ils ont repris le drapeau de Lénine : la transformation en guerre civile contre le capitalisme, de la guerre civile du capitalisme contre le prolétariat, pourront, demain, demander aux masses ayant reconquis la force de combattre pour le communisme, de les accepter dans leur sein parce qu'en approuvant le programme et les organismes de la révolution communistes, ils ont accompli leur devoir, malgré et contre toutes les forces qui ont servi le capitalisme quand l'heure a sonné de l'inévitable précipitation dans la guerre des contrastes inhérents au régime capitaliste.

ANDRÉS NIN ASSASSINÉ ?

Depuis le 17 juin, on est sans nouvelles d'Andrés Nin, arrêté, sur l'ordre du gouvernement républicain, par des policiers centristes. Depuis plusieurs mois, des rumeurs étranges et contradictoires circulent. Un jour, c'est un ex-ministre anarchiste qui annonce que son cadavre a été retrouvé dans les rues de Madrid ; puis la délégation de l'Indépendant Party à Valence fait savoir que Nin aurait été transmis à la police centriste de Madrid, qui le tiendrait prisonnier dans une prison privée ; enfin, c'est Prieto lui-même qui laisserait supposer que Nin est détenu dans une ambassade : mener une campagne pour sa libération risquerait de le retrouver à l'état de cadavre.

Et les bourreaux des prolétaires espagnols n'ont pas fini : d'autres nouvelles seront propagées pour masquer, jusqu'au dernier moment, l'assassinat crapuleux d'Andrés Nin. N'est-ce pas Prieto lui-même qui a déclaré que tous les crimes centristes seront tolérés et couverts, car « les Russes envoient des armes qui permettent à la République espagnole de résister à l'assaut du fascisme ».

Ah ! combien ce crime laisse songeur. Nin était encore ministre de la Justice en Catalogne il y a huit mois ; Gorkin, Andrade (aujourd'hui emprisonnés), paraissent au sein du front antifasciste en illusionnant les ouvriers sur la possibilité de faire la révolution prolétarienne en travaillant pour la guerre bourgeoise.

Actuellement, dans les cellules antifascistes, avec des milliers d'autres, ils pourront mesurer la trahison terrible des intérêts prolétaires à laquelle cette position les a poussés. Mais rien, malheureusement, ne ressuscitera Nin dont nous pensons qu'on retrouvera peut-être le cadavre. Il est tombé après ces journées de mai où le capitalisme a compris que l'heure du nettoyage des illusions, des forces qui les propageaient, était arrivée.

Nos positions étaient à l'opposé des siennes, mais nous saluons le dévouement à la cause prolétarienne dont il fit preuve, même si ces positions l'ont conduit à

mettre, pendant les événements, ce dévouement au service d'une cause réactionnaire.

Nin est un militant connu dans le mouvement espagnol et international et aucune calomnie de « fasciste » ne pourrait avoir prise à son sujet.

Venu du parti socialiste, il passa, pendant la guerre, dans la C.N.T., dont il fut un des plus ardents militants.

Délégué à Moscou par la C.N.T. il rallia définitivement les théories marxistes et mit tout son enthousiasme, son savoir, au service de la Révolution d'Octobre et de ses organisations internationales. Secrétaire à l'Internationale Syndicale Rouge, il fut vraiment le seul des fonctionnaires de celle-ci qui, en 1927, lors de la révolution chinoise, passa à l'opposition. Dès lors, sa vie se développa toute entière au sein des groupements luttant contre la dégénérescence centrisme et pour la régénérescence de la pensée marxiste.

En 1931, expulsé de la Russie, il rentra, après la chute d'Alphonse XIII, en Espagne, où il reprit sa place de militant révolutionnaire.

Nin devait quitter le chemin du marxisme, d'abord à la suite de Trotsky, puis en fusionnant son groupe avec celui de Maurin ; ministre de la Justice à la Généralité en Catalogne, il prit sur lui la lourde responsabilité d'appuyer le massacre antifasciste du prolétariat ibérique.

Maintenant, il n'est plus et a payé de sa vie ses profonds égarements. Notre fraction le salue, parmi tant d'autres victimes, et ne veut retenir de sa vie que la phase de lutte généreuse contre le centrisme qui le frappe aujourd'hui, lutte que le prolétariat mondial saura retenir et qu'il vengera certainement quand le sang de tous les martyrs de sa cause aura fécondé les conditions de la révolution communiste.

Les bourreaux soviétiques à l'œuvre

On se demande avec angoisse : quand donc finira la boucherie épouvantable que le centrisme exécute en Russie ? Des centaines de militants, d'ouvriers sont frappés, assassinés dans le silence des prisons. La Sibérie a été transformée en cimetière et ce qui s'y passe est pire qu'au cours des années les plus noires de la réaction tsariste. Notre camarade Calligaris a disparu ; des émigrés allemands, italiens, polonais sont dans la même situation. Ce ne sont plus que des « morts-vivants » qui un jour recevront le coup de grâce, dans le silence, sans que nul ne le sache, et la seule explication qui sera fournie sera : parti sans laisser d'adresse. Pauvre Calligaris ! Les prisons soviétiques ne le libéreront-elles qu'à l'état de cadavre ?

Victor Serge s'est efforcé, ces derniers temps, d'accoler aux noms dont la presse signalait l'arrestation une explication biographique : tous y passent. Des militants qui forgèrent la révolution russe plus un seul ne restera. Trotskistes repentis, centristes en disgrâce, fonctionnaires, directeurs à la production, généraux, maréchaux, littérateurs, cinéastes, c'est un véritable jeu de massacre, une boucherie où les noms d'ouvriers obscurs qui tombent par centaines ne sont pas signalés si ce n'est par deux lignes qui laconiquement annoncent l'arrestation « de fascistes-trotskistes » qui sont immédiatement exécutés.

Les procès ne sont plus indispensables. La campagne de meurtre a été suffisamment justifiée et les plus hautes têtes ont roulé par terre avec des explications qui permettent tout le reste.

Qui défendra ces victimes de la rage centrisme ? La presse socialiste se tait prudemment et dans son for intérieur éprouve une satisfaction de voir confirmer toute sa campagne contre la révolution communiste. Le centrisme international veut

élargir ce massacre à tous les pays bourgeois. Ah ! l'ouvrier qui est frappé par le fascisme sait lui que dans tous les pays on le défendra, mais le prolétaire qui git en Russie recevra encore toute l'ordure des partis communistes et sa lutte lui apparaîtra sans espoir.

Aussi faible que puisse être notre voix — qui est quand même celle du prolétariat communiste d'Italie — nous ne cesserons pas un seul instant d'appeler à l'aide pour les prolétaires russes, pour tous ceux qui se trouvent dans les prisons de Staline pour leur lutte de classe. Nous ne cesserons pas d'appeler à l'aide pour Calligaris que le prolétariat italien revendique et pour lequel il demandera des comptes. Que les bourreaux centristes répondent, que leur « Voix des Italiens » s'explique : cela fait trop d'années que Calligaris est dans leur prison infernale.

Mais qu'ils prennent garde. Ce qui se passe en Russie est lourd de signification. L'élargissement du cercle de la répression, la nécessité de frapper avec la peine de mort la moindre négligence, le moindre geste, le moindre réflexe ; la logique qui porte à abattre des personnalités de l'appareil centrisme, tout cela n'est au fond que la traduction de la tension croissante en Russie même.

Lorsque l'appareil de la domination tsariste s'usait, inévitablement la répression tendait à maintenir la cohésion du régime mais elle ne faisait, en dernière analyse, que précipiter l'explosion des contrastes sociaux. La Russie centrisme qui est entrée dans le tourbillon des situations de guerre au moment même où « le socialisme en un seul pays » aboutissait au stakanovisme, où il s'agissait de tamponner les frictions entre les couches sociales (la nouvelle Constitution, les concessions aux paysans, l'évolution légale des Kolkhoses vers des formes plus souples) a vu tous ses contrastes atteindre un stade tellement élevé qu'il fallut passer à ces monstrueuses campagnes contre les trotskystes, frapper aveuglement dans tous les domaines, résoudre la moindre friction ou difficulté par l'élimination d'un personnel gouvernemental consommé par le brasier des situations. Dans le domaine économique ce qui se passe dans les pays démocratiques ou même fascistes n'est rien à côté du centrisme : les « saboteurs » sont légions et chaque ouvrier risque la mort pour des accidents inévitables qui entraîneraient le licenciement dans une usine bourgeoise.

Voilà la situation que les ouvriers russes connaissent après vingt années de révolution. A nouveau le cours des événements les rejette sur la voie de la préparation révolutionnaire, du calvaire, du martyre, pour féconder les organes de l'insurrection. Ne pas le comprendre c'est laisser sans réponse le sang précieux des prolétaires russes, c'est étouffer les appels désespérés des prisons et des isolateurs, c'est bafouer le martyre d'hommes comme Calligaris et de tant d'autres.

Dans tous les pays il faut soulever le problème de la solidarité, de l'aide aux emprisonnés de Russie ; il faut réagir au meurtre gigantesque qu'effectue le centrisme sur le prolétariat russe. Qu'importent les insultes de « fascistes » : il faut sauver ceux qui tiennent toujours le drapeau de la lutte des classes, ceux qui sont frappés en réponse aux contrastes insolubles qui bouleversent la société soviétique.

Comme dans tous les pays, il faut aider le prolétariat russe à retrouver le chemin de la révolution prolétarienne, à détruire toute union sacrée, toute défense de la patrie, à abattre les prisons de la contre révolution.

Dans les organisations prolétariennes, les communistes ne cesseront pas un seul instant d'attirer l'attention des prolétaires sur la nécessité de relier leurs luttes à la défense des prolétaires russes et ils ne manqueront pas d'exiger des comptes lorsque le flux de la révolution surgira, plus fort, plus ardent que jamais et ébranlera les bases du système capitaliste.

A propos de quelques élucubrations Trotskystes

Il ne nous est pas possible de répondre toujours avec la même méthode aux sottises trotskystes. Il valait mieux hausser les épaules sans attribuer la moindre importance aux clowneries dont ils emplissent leurs journaux depuis que Trotsky a été réduit au silence. Mais une fois n'est pas coutume et quelques lignes ne gêneront rien.

La Lutte Ouvrière de Paris a cru indispensable d'écrire qu'elle se séparait des positions « bordiguistes » et de leurs « suiveurs hypocrites » qui en Espagne préconisent la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ces braves gens voudraient bien déclencher une action révolutionnaire contre le gouvernement socialo-centriste de Valence, mais sans lui faire de mal. Par exemple, une petite grève dans les usines ne travaillant pas pour la guerre. Il est vrai que les trotskistes sont des gens réalistes et il ne manqueront pas de nous désigner les usines ne travaillant pas pour la guerre en Catalogne : on pourrait faire la grève dans les fabriques de cirage ou dans quelque chose d'analogue ?

Ah ! il est beau après cela de tonitruer contre la répression antifasciste, comme il est lâche et hypocrite de continuer à parler de la lutte avec l'armée républicaine sous les ordres des bourreaux.

Mais les clowns ont en politique beaucoup de fantaisie. Les trotskystes belges qui se sont déjà illustrés en votant pour le clérical Van Zeeland, l'homme du corporatisme, ont voulu emboîter le pas — et les cabrioles — de leurs amis de France. La guerre en Chine les a vu danser sur une corde bien raide pour retomber finalement sur le nez. La « Lutte Ouvrière » de Bruxelles (22 août) écrivait en manchette : « Fraternisation des soldats japonais et chinois. De part et d'autre, transformation de la guerre en révolution prolétarienne pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. Création de soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Pas un atome de confiance en Tchang-Kaï-Chek, le bourreau du prolétariat chinois. » Cette position était l'opposée de celle adoptée envers les événements d'Espagne. Mais le 4 septembre à peine, une révolution mystérieuse survenait et la « Lutte Ouvrière » écrivait : « Le devoir des communistes en Chine, vis-à-vis de l'agression japonaise était clairement tracé : apporter l'appui de l'armée rouge chinoise dans la guerre contre le Japon et appeler les masses ouvrières et paysannes chinoises à participer à cette guerre de libération et d'indépendance de la Chine de tous les impérialistes, tout en mettant en avant un programme social révolutionnaire audacieux correspondant aux aspirations profondes du peuple chinois. » Plus loin : « nous disons aux ouvriers et paysans chinois : la guerre contre l'agresseur impérialiste japonais doit être menée victorieusement par le peuple chinois » pour cela il faut qu'au travers de son expérience le peuple chinois comprenne en majorité que le Kuomintang le trahira.

Le trotskisme ne veut pas se trahir et s'il n'a aucune continuité dans les idées il veut au moins en avoir dans la trahison permanente des intérêts du prolétariat.

Ces Messieurs comprendront peut-être après cela pourquoi nous préférons hausser les épaules.

Le Comité National de la C. G. T.

La période des vacances payées est donc passée. Les prolétaires se retrouvent devant les mêmes problèmes, les mêmes difficultés qu'auparavant et la tension croissante de la situation internationale est là pour les rappeler aux préoccupations angoissantes de l'heure. Les conflits continuent à surgir autour du licenciement de délégués syndicaux, contre des décisions arbitrales, pour le rajustement des salaires.

Combien relatives, insignifiantes apparaissent, face aux problèmes du moment, les « nationalisations » de Chautemps qui représentent d'excellentes affaires pour les Compagnies bourgeoises et qui illustrent avec éloquence les « réformes de structure » de la C.G.T.

Mais le problème n'est pas là. L'irritation des situations se manifeste dans le Front Populaire, dans la C.G.T. (qui en fait partie) par des cris pour « élargir » le programme du Rassemblement Populaire, le pousser jusqu'au bout.

Déjà, lors du C.N. de la C.G.T., la résolution d'orientation syndicale faisait ressortir cette nécessité et moins d'un mois après, Chautemps répondait avec la duperie capitaliste de la nationalisation par étapes des réseaux de chemin de fer. Mais tout cela est jugé bien maigre par toutes les forces « antifascistes », par les bonzes de la C.G.T., qui voudraient en prouvant l'insuffisance actuelle du programme du Front Populaire, l'élargir en une prison définitive des contrastes de classe.

Centristes et socialistes qui se chamaillent avec politesse autour du parti unique, qui au nom des intérêts immédiats du capitalisme confrontent parfois venimeusement, des conceptions contrastantes (qui ne sont que le reflet des incertitudes que contient l'évolution de la lutte des classes en France) se retrouvent au sein de la C.G.T. dans une lutte de tendances, qui s'est déversée en un débat confus au dernier C.N.

Deux points ont été mis en relief lors de ces débats. Tout d'abord l'attachement indéfectible de toute la C.G.T. à la politique du Front Populaire et de ses gouvernements : réformistes et centristes se sont efforcés de mieux relier les prolétaires à la politique d'économie de guerre, d'Union Sacrée et d'accroissement de la production ; ensuite la lutte un peu âpre entre ex-confédérés et ex-unitaires autour des postes de direction.

Comme dans tous les pays, les centristes qui — selon l'expression de cette autre canaille qui a nom Prieto — se trouvent à l'extrême droite dans le mouvement ouvrier, déploient la plus forte activité pour jeter les prolétaires dans la guerre. Il est donc logique qu'à l'époque de l'économie de guerre ils gagnent le plus facilement du terrain et arrivent souvent à dépasser leurs complices socialistes dans leur œuvre de trahison.

Dumoulin, le premier avait ouvert le feu, en dénonçant l'emprise chaque fois plus forte du parti communiste plaçant ses hommes aux postes responsables des Unions départementales, régionales et dans les Fédérations. Que voulait-il ? Que désiraient ses amis groupés autour de Belin dirigeant l'organe « Syndicats » ? Maintenir « l'indépendance des syndicats », des partis et de l'Etat ? Quelle plaisanterie ! Les syndicats ne sont-ils pas liés par l'arbitrage obligatoire, les lois sociales à l'Etat bourgeois ? Réagir contre la politique centriste subordonnant complètement la C.G.T. aux formations du Front Populaire ? La plaisanterie est bien plus forte car les centristes sont conséquents avec les nécessités des situations où la C.G.T. s'est encastrée.

L'accord entre tous ces Messieurs ne devait pas être bien difficile. L'équilibre entre réformistes et centristes dans leur chasse aux postes sera maintenu par des interventions du Bureau Confédéral ; les partis ouvriers seront invités à respecter l'indépendance des syndicats ; la « Vie Ouvrière » (organe centriste de la Région

Parisienne) fusionnera avec « Syndicats ». Mais cet équilibre — aussi instable que la situation présente — ne modifiera rien au sein des syndicats : les prolétaires resteront écrasés par les bureaucraties toutes puissantes, omnipotentes, et leur conjonction sera parfaite lorsqu'il s'agira de frapper des prolétaires luttant pour des positions de classe.

La place des centristes dans la C.G.T. restera puissante et Jouhaux mieux que ses confrères réformistes le comprend parfaitement.

Ce n'est pas le fait du hasard si la réorganisation des syndicats de la région parisienne a définitivement consacré la dictature des centristes ; ce n'est pas le fait du hasard si dans cette région, c'est le syndicat des métaux qui, entièrement entre les mains du centrisme, impose sa volonté réactionnaire, ses positions d'extrême droite.

En France l'économie est axée aujourd'hui sur la production de guerre et le parti socialiste, les réformistes, sont ceux qui restent les porteurs hypocrites des paradoxes affirmés encore dernièrement par Blum à Velizy : plus on arme et plus il faut parler du désarmement (même si l'on vote les crédits de guerre, même si on préconise une politique de sur-armement, d'économie de guerre). Les centristes n'ont cure de ces phrases, ils parlent de production de guerre, agissent ouvertement pour cette dernière et mènent clairement campagne pour généraliser le massacre, en finir avec les « trotskystes-fascistes », qui n'est que le nom générique donné à tout ouvrier voulant rester fidèle à son idéal de classe.

Dans la région parisienne, la production de guerre est devenue le point central de tout le reste et le syndicat des métaux, avec ses canailles centristes, peut parfaitement mener la danse.

Une autre préoccupation du C.N. a été l'augmentation de la production, l'intensification du travail, l'élimination des velléités de conflits ouvriers. Ici l'accord fut immédiat et la C.G.T., au service du patronat, veut une enquête sur la production afin de prouver que l'amélioration passagère des conditions de vie des ouvriers est le résultat d'un approfondissement de leur exploitation.

L'augmentation vertigineuse du coût de la vie doit ainsi trouver sa solution dans un accroissement de la production (pour la guerre) et par là seulement des conflits seront évités. C'est le langage de la C.G.T. et dernièrement le « Populaire » sous la plume de A. Serat s'est efforcé de prouver les bienfaits des « équipes de roulement », de « l'amélioration de l'outillage », etc..., etc.

Ce qui est évident, c'est qu'une telle situation, dans une ambiance internationale surchauffée, ne peut subsister longtemps et les derniers conflits (particulièrement celui des Magasins réunis) nous a montré un gouvernement décidé à l'emploi de la force policière pour faire respecter la loi. La C.G.T. aussi s'est préoccupée du problème des « sanctions » aux patrons de mauvaise foi, mais la contre-partie qu'elle acceptera certainement sera la « sanction » aux ouvriers de « mauvaise foi ».

Les frictions au sein de la C.G.T., au sein du Front Populaire, marquent une rapide évolution des situations dont les lignes, à défaut d'une explosion de la lutte des classes dans le monde, restent confuses.

Les communistes qui luttent dans les syndicats, mais qui considèrent que leur incorporation à l'Etat en compromet gravement l'existence, devront mettre en évidence que ces problèmes et les solutions du C.N. de la C.G.T. procèdent d'une période où l'économie de guerre signifie l'accord des ouvriers à la guerre impérialiste ; que centristes et socialistes sont solidaires dans cette orientation et que les luttes revendicatives des ouvriers devront être, contre tous les bavardages sur l'accroissement de la production, l'interdiction des grèves dans les usines de guerre, axée autour de la lutte contre la guerre impérialiste, l'Union Sacrée, le Front Populaire.

L'évolution des événements d'Espagne

Deux séries de phénomènes ont atteint aujourd'hui, dans la péninsule ibérique en feu et en flammes, une clarté que les milliers de cadavres ouvriers illustrent tragiquement. A côté du massacre des champs de bataille, les prisons fascistes et antifascistes sont pleines des cris de souffrance de prolétaires frappés pour leur idéal de classe. Plus particulièrement, dans le secteur où les ouvriers avaient pensé trouver le mirage de la révolution, l'ordre est imposé à la pointe des baïonnettes, la répression sévit cruelle et sanglante et nombreux sont déjà les assassinés. Berneri, Nin et combien d'autres ont été frappés dans les rues de Madrid, de Barcelone par la bestialité déchaînée de la canaille centriste. Juxtaposés aux procès de Moscou, nous avons les procès de l'Espagne où la machination policière est la même et le meurtre identique.

Combien tragique est cette évolution des événements qui pourtant confirme, ah bien malheureusement, ce que nous écrivons depuis plus d'un an ! Maintenant dans les geôles antifascistes, méditeront-ils toutes ces victimes qui hier voulaient battre Franco en collaborant avec l'Etat capitaliste ? Comprendront-ils tout ce que signifie ce sang ouvrier versé par l'antifascisme en holocauste à la domination bourgeoise ?

Mais les événements sociaux, comme les phénomènes de la guerre qui en émanent dans le système actuel, ont leur logique implacable : on ne sort de l'ornière qu'en bouleversant tout le chemin suivi : on termine la guerre en déclenchant la lutte pour la révolution. Et aucune force politique ou syndicale de l'Espagne ne peut plus se dégager. Le capitalisme les frappera mais ils ne peuvent plus rien faire pour lui échapper et retrouver le chemin de classe des ouvriers : le mécanisme de leur fonction s'est engrené dans les rouages de la machine bourgeoise qui élimine tout ce qui n'a plus d'utilité pour elle et qu'elle dut tolérer dans la phase antérieure.

La guerre et les événements sociaux évoluent ainsi sur le même plan : l'avance ou le recul militaires s'accompagnent de modifications constantes qui apparaissent sur l'arène sociale. Et l'inverse est tout aussi vrai.

Une crispation permanente dans les rapports sociaux est le résultat de ces der-

niers mois de marche saccadée des événements. Hier c'était Malaga, puis Bilbao, maintenant Santander. En Aragon, c'est Belchite qui enfin tombe entre les mains des troupes républicaines. Parallèlement, à Madrid, à Valence, à Barcelone, les difficultés augmentent, les difficultés économiques grandissent et le capitalisme trouve dans les circonstances militaires la possibilité de pousser toujours de l'avant son offensive réactionnaire qui égale déjà en férocité celle de Franco lui-même.

Le P.O.U.M. est éliminé quasi complètement. Le duel se poursuit pourtant entre toutes les autres forces de la contre-révolution : la source en réside dans les difficultés que veut résoudre le capitalisme : le résultat en est la destruction de toute possibilité révolutionnaire.

Le point essentiel de la situation sociale a été défini clairement par les chefs centristes. Plus d'entreprises collectivisées, plus de comités ouvriers : une sévère économie de guerre bourgeoise qui est aussi la meilleure garantie de la réaction contre le prolétariat. La « Révolution Proletarienne » reporte une citation d'un discours de Comorera, le chef du P.S.U.C., qui est nette : « Il faut procéder à la création d'un Conseil général de l'industrie, qui établisse une politique d'économie et empêche la hausse vertigineuse des prix. Il y a le cas d'une puissante organisation industrielle qui aide la guerre en fabriquant des baïonnettes et en usant là-dedans des tonnes de fer. Il faut changer radicalement le régime des usines en Catalogne, qui doivent être dirigées par un technicien responsable et non par un Comité. Il faut imposer une discipline sociale sévère dans l'industrie. »

C'est en vertu de ces mêmes considérations que le Conseil d'Aragon fut dissous et Joachim Ascaso arrêté sous une inculpation fantaisiste de vol de bijoux pour des buts personnels. Toutes les entreprises que les anarchistes avaient édifiées sur le sable, les collectivités paysannes, etc..., pourront ainsi être balayées et la diversion sera facilement trouvée avec l'offensive en Aragon se concluant par la prise de Belchite. Ce sont les centristes qui avec l'aide du gouvernement partent rétablir « l'ordre » et la conjugaison de Lister, une canaille centriste, avec Mantecon, le gouver-

neur général nommé par Valence, s'effectua aisément.

Aucune réaction vraiment sérieuse n'eut lieu et ne se produira du côté anarchiste contre le développement de la réaction. On exclut la F.A.I. des tribunaux « révolutionnaires » ; on arrête Ascaso pour dissoudre le Conseil d'Aragon et soumettre ce front complètement au gouvernement de Valence ; on arrête Fernandez, ancien secrétaire anarchiste de la nouvelle Sûreté Publique, et ni la « Solidaridad Obrero », ni le « Frente Libertario », ne trouvent autre chose que des gémissements sur leur modération et des cris pour plus de justice.

Tous ces remous où le capitalisme poursuit sûrement sa route (car il sait qu'il lui faut jeter les bases d'un ordre où le prolétariat reste à sa merci) se répercutent profondément dans la vie sociale. Nous n'en prendrons pour preuve que le pacte conclu entre l'U.G.T. et la C.N.T. qui dépasse les cadres d'un simple accord syndical pour apparaître comme une forme de canalisation du mécontentement sourd qui germe parmi les prolétaires étranglés dans les tenailles d'une économie de guerre que les centristes voudraient renforcer toujours un peu plus.

Largo Caballero, ayant autour de lui la « gauche » du parti socialiste et qui a dans ses mains l'U.G.T. ; la C.N.T. avec ses chefs opportunistes, les ex-ministres du type Garcia Oliver : voilà ceux qui veulent bannir entre eux toute attaque, circonscrire l'influence centriste dans les syndicats, se garantir une stabilité mutuelle dans le fonctionnement et la vie de leur appareil syndical. Plus concrètement, c'est la dique qui va arrêter toute tentative des ouvriers de réagir contre le retour à la normalité bourgeoise dans tous les domaines : à commencer le domaine économique et social. Démagogiquement, ils proclameront leur volonté de lutter contre la destruction des collectivisations, mais en fait la marche même de la guerre leur permettra de la faire accepter « à regret » et avec beaucoup d'imprécations.

Mais le front le plus décidé de la contre-révolution, le bloc socialo-centriste : la tendance Prieto-Negrin, les Comorera, Diaz et consorts s'inspireront de la marche des opérations militaires, du leit-motif des idéologies anarchistes et poumistes : battre d'abord Franco, pour décupler sans arrêt

leurs attaques contre les prolétaires. « Suprématie des partis politiques qui seuls peuvent faire gagner la guerre. »

Qu'importe les pactes de non agression entre les syndicats lorsqu'il s'agit de faire travailler plus, de produire mieux, d'assurer une discipline partout, écriront-ils ? Et la logique des événements leur donnera raison. N'était-ce d'ailleurs pas la vieille chanson de la C.N.T.-U.G.T. ?

On ne doit donc pas s'y méprendre. Après plus d'un an de guerre ce pacte syndical, loin de représenter un pas vers une quelconque unité ouvrière, et bien loin de représenter la réponse du bloc révolutionnaire à la régression socialo-centriste, sera une expression de la tension extrême des situations où le capitalisme peut employer des forces qui lui sont désormais acquises et qui s'affrontent antagoniquement pour la défense de ses intérêts.

L'importance du pacte, l'irritation croissante de l'U.G.T. contre l'emprise du centrisme (il faut voir la réponse de Largo Caballero au parti communiste lui proposant de s'adresser à l'Internationale socialiste en vue du Front Unique), l'alliance avec la C.N.T. qui s'est faite chasser de tous les postes gouvernementaux, tient à la situation qui voit percer la fermentation des ouvriers.

Les syndicats sont incorporés à la machine étatique, ils se trouvaient — du moins en Catalogne — à la tête de toutes les grandes productions, mais il va de soi que leur militarisation n'a pu empêcher complètement que des secousses soient reçues par les sommets dirigeants : les bonzes, qui ont vu certainement avec un grand soulagement l'Etat capitaliste chasser leurs hommes du gouvernement et se borner aux partis politiques. Mais, d'autre part, ceux-ci sont tenus par les nécessités de la guerre à briser par la violence cette fermentation et il n'est pas exclu que l'expression capitaliste donnée à celle-ci par le pacte U.G.T.-C.N.T. se heurte brutalement à la politique de Negrin. Déjà la presse centriste mène une furieuse campagne contre Caballero et ses alliés anarchistes. Demain, sous des prétextes aussi fallacieux que pour Ascaso, des arrestations, des exécutions pourraient avoir lieu.

Par rapport à la tragédie espagnole, ce pacte mesure l'état où en est réduit aujourd'hui le prolétariat de Barcelone qui le

19 Juillet tenait la rue, occupait le haut du pavé et faisait trembler la bourgeoisie.

Et malgré lui, avec lui, la répression ne cesse pas un instant : la lutte contre les « trotskistes » agents de Franco, ou les irresponsables anarchistes, les « incontrôlés », bat son plein, alors que les pelotons de gardes républicaines, emplissent les villes pour effectuer le travail de « municipalisation », de rentrée dans l'ordre que la marche des opérations militaires exige.

Et celle-ci se déroule en déjouant tous les calculs des « stratèges militaires ».

La ceinture de fer de Bilbao est détruite par les troupes Franco-italiennes ; Santander se rend au cours d'événements plutôt confus où l'on parle de trahison. Toute la Catalogne est brusquement jetée dans cette avance sur le front d'Aragon où Belchite assiégé depuis près d'un an tombe. Ces choses ne sont-elles pas un peu étranges ? La stratégie militaire n'est-elle pas fonction de la lutte sociale que le gouvernement de Negrin a déclenchée ? Mais alors entre Franco et le front antifasciste existerait une sorte d'accord, une affinité permettant à l'un d'attendre les conditions où il faut attaquer, à l'autre de les préparer.

En mai déjà, Franco s'est abstenu d'attaquer le Front d'Aragon pour permettre à Caballero de faire face aux prolétaires. Maintenant, Belchite tombe en conclusion d'un travail de répression comme les ouvriers de la Catalogne en ont rarement connu.

Toutes ces considérations doivent nous permettre de comprendre que la guerre d'Espagne entre dans une phase critique. Les opérations militaires ne peuvent plus rien apporter de spécial : elles tendent à acquérir un mouvement d'escarpolette où l'avantage est néanmoins du côté de Franco. Du côté républicain on s'efforce avant tout de mater les ouvriers, d'en finir avec toute idée révolutionnaire et ici les centristes représentent l'axe de la manœuvre ; du côté de Franco un épuisement se manifeste et est solutionné par l'envoi régulier de troupes italiennes et allemandes qui sont elles-mêmes l'expression de la tension croissante en Italie et en Allemagne.

D'une façon plus générale, la bataille espagnole se poursuit dans une situation qui également au point de vue international marque l'intense travail de sapes des contrastes sociaux qui bouillonnent dans les artères du système capitaliste. Les tor-

pillages par sous-marins « inconnus » (moins hypocritement on dit italiens) qui atteignent des navires anglais, russes, ne dégènèrent pas en conflits du fait de la volonté unanime des Etats capitalistes d'empêcher une guerre généralisée. Blum, dans le « Populaire », a clairement exprimé cette opinion en se dissimulant sous l'anonymat. Mais le fait reste là : la guerre espagnole tourne en rond parce que seulement le réveil du prolétariat dans tous les pays peut en finir et à défaut de cela l'usure du mécanisme de la guerre provoque une irritation croissante qui fait publier ouvertement par la presse italienne le nom des généraux italiens en service en Espagne ; qui provoque impunément le torpillage des vaisseaux anglais, etc., etc.

Dans cette situation où le devoir des communistes n'est pas seulement la lutte pour la transformation de cette guerre capitaliste en guerre civile, ne réside pas uniquement dans l'appel à la fraternisation de tous les opprimés, mais où surgit aussi un devoir de solidarité envers les emprisonnés de l'Espagne républicaine, comme envers ceux qui peuplent les prisons de Franco, d'Hitler, de Mussolini et de Staline, les prémisses apparaissent autour de positions de classe pour pousser le prolétariat à reprendre sa voie spécifique. L'Espagne républicaine a abouti aux mêmes conditions de massacre des ouvriers que Franco : la guerre capitaliste du fascisme et de l'antifascisme reste sans issue sans un bouleversement complet portant les ouvriers à retourner leurs armes, immédiatement, contre l'Etat capitaliste et ses forces ; toutes les forces sociales qui ont jeté les ouvriers dans la voie de la guerre restent capitalistes, même si elles se font l'écho des réactions prolétariennes.

Et déjà les conditions d'une conversion dans les cervaux ouvriers fraye sa voie dans la clarté actuelle et aucune manœuvre des agents bourgeois n'y changera rien.

Notre fraction qui a pu se placer à l'avant-garde du combat communiste dans ces nouvelles situations de guerre, enregistre la signification de la phase actuelle des événements espagnols, y voit un aspect du bouillonnement mondial qui agite le monde entier, qui passe de l'Europe en Asie et qui explosera dans ses centres les plus névralgiques, et cette situation l'oblige chaque fois un peu plus d'élever sa capa-

cité, d'appeler les militants restés communistes à faire l'effort indispensable pour donner naissance aux organismes de la révolution prolétarienne.

Notre fraction salue les victimes de la guerre d'Espagne, les emprisonnés des

deux camps, les ouvriers italiens et allemands jetés par leur capitalisme sur les champs de bataille et se propose en accord avec la fraction belge de faire l'effort restreint de solidarité effective qu'elle peut réaliser.

LE FRONT POPULAIRE

Après la rencontre de Annemassee, entre les délégués de la 2^e et de la 3^e Internationale, voici les faits essentiels qui caractérisent l'évolution du Front Populaire :

1^o Au sein de la 2^e Internationale, la crise qui avait déterminé les démissions de De Brouckère et Adler, respectivement président et secrétaire de l'organisation internationale, a trouvé une solution de compromission. Le courant favorable à un rapprochement avec les centristes soutenait la thèse d'une action des deux Internationales (appuyée aussi par les innombrables organismes collatéraux aux partis communistes), sur la base des mots d'ordre : « Liberté de commerce pour l'Espagne républicaine », « Cessation de la farce de la non-intervention ». Ce courant groupait les partis socialistes espagnol, français, italien. L'autre courant rattaché aux partis anglais, scandinaves, belge (la majorité de la 2^e Internationale), hostile au rapprochement avec les centristes, soutenait la thèse d'une pression exercée surtout par les partis démocratiques (sans exclure les partis communistes qui auraient eu la fonction plus limitée de forces d'appoint) pression sur la Société des Nations afin que celle-ci se décide à faire respecter le droit international en faisant fonctionner le pacte.

Le compromis a pu être trouvé dans la direction d'une pression sur la Société des Nations, sans exclure, pour les différents pays, la possibilité pour les partis socialistes de procéder à une entente avec les partis communistes.

2^o En Espagne, l'unité d'action a progressé fortement. Le dernier Congrès du Parti Socialiste a marqué le recul de la tendance Caballero, le P.S.U.C., déjà adhérent à Moscou, a en fait pris la direction de l'organisation nationale, et les pourparlers en vue de l'unification des deux partis avancent en même temps que des fusions partielles sont réalisées dans certaines régions. La direction socialiste réa-

git contre les initiatives locales et s'efforce d'opposer une résistance administrative et bureaucratique à un cours politique qui est d'autant plus fort qu'il s'appuie sur le gouvernement de Valence, et sur l'axe Negrin-Prieto-Hernandez.

3^o Dans l'émigration italienne, une nouvelle charte de l'unité d'action a été signée par les deux Partis : le dernier Congrès du Parti Socialiste a marqué la victoire du courant Nenni-Sarragat et « L'Unione Popolare Italiana », forme superlative du « Front Populaire », a été constituée. Les pires aventuriers du mouvement ouvrier italien sont à la tête de cette organisation qui, sous le mot d'ordre de « Pain, Paix et Liberté », mène la lutte « anti-trotskyiste » en vue de prendre la succession du fascisme. Pour ne citer qu'un exemple, le quotidien de l'Unione Popolare Italiana, met au compte des « trotskyistes » le récent assassinat des frères Rosselli. Tout le monde sait que le trotskysme italien n'existe que dans l'imagination des centristes, preuve lumineuse que sous le nom de trotskysme on poursuit toute réaction prolétarienne aux ravages du Front Populaire.

4^o En France, le Congrès de Marseille a marqué une nouvelle tentative de résistance administrative et bureaucratique du courant Blum-Faure, épaulé par le centre Bracke-Zirowsky, pour éloigner l'unification des deux partis. La récente correspondance Faure-Duclos, ne permet pas encore de voir si les centristes abandonneront la thèse des assemblées simultanées des organisations de base et centrales et adhéreront à la proposition socialiste de réunions des organismes directeurs où seraient fixés les documents du parti unique pour passer ensuite au Congrès d'unification.

5^o En Belgique, le Front Populaire est décidément en disgrâce. Le P.O.B. a déclenché l'action contre les Jeunes Gardes dont le Congrès de décembre 1936 avait

décidé l'unification avec les Jeunesses communistes tout en laissant les membres de l'organisation libres d'adhérer au P.O.B. ou au Parti Communiste. Il est à prévoir que, malgré la disposition des centristes à se soumettre à tous les ukases de la nouvelle couvée des dirigeants du P.O.B., les socialistes nationaux flanqués des bonzes syndicaux (auxquels ne s'associent pas les vieux Vandervelde, De Brouckère, Huysmans), le prochain Congrès d'octobre du P.O.B. verra le succès du courant qui s'oppose à toute action commune avec les centristes.

6^o En Russie, le Front Populaire fonctionne en plein et dans son essence spécifique. Le massacre continue à allure accélérée et tous les survivants de la révolution d'Octobre y passent. Cette cruelle saignée qui ne pourrait avoir aucune explication dans les limites des faits tels qu'ils sont présentés par la presse puisque l'on ne comprendrait pas pourquoi l'on fusille des stalinien 100 p. c. prêts à toutes les contritions, trouve par contre son explication si l'on considère la situation économique et politique du pays. L'heure a sonné où viennent à expiration les plans quinquennaux ; l'économie de l'industrialisation forcée, de l'accumulation intensive de la plus-value et de son investissement dans une économie autarchique et de guerre, la concentration de la vie sociale et politique dans les mains du cercle dirigeant obligé d'évoluer selon les nécessités de cette économie, tout ce bloc est miné par les contrastes inhérent à sa nature et pour devancer, dans l'intention de les éviter, les réactions prolétariennes et les tourments sociaux, on donne en exemple aux ouvriers, le règlement de compte qui les attend au cas où ils oseraient se dresser contre le plan de l'exploitation dont ils sont victimes.

Le 30 Juin de Hitler a beaucoup de points de contact avec les exécutions sommaires de Moscou et il n'est pas exclu que l'économie de guerre russe puisse se normaliser pour une certaine période avec les carnages en cours actuellement sans que nous ayons de grandes batailles sociales et un changement fondamental dans la structure sociale en Russie, au travers d'une restauration bourgeoise se personifiant en Staline ou contre lui et après l'extermination du centrisme.

Le Front Populaire fonctionne en Russie

même si les menchéviks n'en font pas partie et cela parce que les socialistes du pays ne représentent aucune nécessité pour les centristes ; ce qui compte ce sont les socialistes des autres pays et à ce sujet nous savons que les deux courants de l'Internationale Socialiste sont solidaires dans l'œuvre de la conjuration du silence qui accompagne actuellement les hécatombes en Russie et en Espagne.

Le rappel de l'évolution récente du Front Populaire, nous permet de dégager la signification et les objectifs réels qu'il s'assigne. Les différences que nous constatons dans les différents pays tiennent à la différence du degré de la tension sociale : plus forte est la tendance à l'unification, plus élevée est l'atmosphère des contrastes sociaux entre le capitalisme et le prolétariat. En Espagne, et parmi l'émigration italienne, l'unification fait de sérieux progrès ; en France où le bouillonnement prolétarien de 1936 est loin d'être déjà résorbé, droite, centre de la S.F.I.O. et syndicalistes réformistes à la Dumoulin aussi bien que les syndicalistes « purs » à la Chambelland, sont débordés par le courant vers le parti unique. Il en est tout autrement pour la Belgique, où la formule Van Zeeland, avec ou sans le plébiscite du 11 avril 1937, permet encore de contenir l'explosion des contrastes sociaux, et en Angleterre où dans les pays scandinaves, où la situation ne connaît pas de soubresauts (l'appel de Baldwin à la conciliation a pu suffire à éviter la grève des mineurs, ce dernier printemps). Ici le Front Populaire n'a aucune portée politique. Aux États-Unis, où une évolution politique particulière a donné vie à une sous-espèce du Front Populaire toute différente des pays européens — les syndicats de Lewis — nous voyons les centristes à la tête de la campagne de défense du New Deal et de la loi Wagner. Sur les points centraux de la situation mondiale : la guerre impérialiste en Espagne, les massacres de Russie, la guerre sino-japonaise, l'unité de positions politiques, avec ou sans Front Populaire, est entière entre les partis socialistes et les partis communistes.

Comme toujours, une force politique se juge d'après les formes qu'elle est obligée de prendre dans l'expression la plus achevée de son activité : les questions internationales que nous avons indiquées et parti-

culièrement la situation en Espagne. Ici pas de doute possible : le Front Populaire est le mouvement fasciste correspondant à une situation de guerre. Et quand nous disons mouvement fasciste, nous n'employons pas une formule emphatique pour caractériser certains gestes de l'activité centriste en Espagne (disparition de Nin, assassinats d'ouvriers dans les rues, délogement des ouvriers des entreprises — qui vont être municipalisées ou étatisées — par la violence et au travers d'expéditions punitives) mais nous avons en vue la signification politique et réelle du Front Populaire.

La situation internationale montre très nettement qu'il n'est plus possible de contenir le cours historique débouchant vers la révolution, qu'en le dirigeant vers la guerre civile contre le prolétariat. Les pays eux-mêmes qui peuvent encore se soustraire à une très haute tension sociale, verront toute leur activité politique dominée par les événements d'Espagne, de Chine, qui ont une répercussion directe sur leur évolution. Dans cette situation, il n'y a qu'un seul moyen possible pour la bourgeoisie afin d'éviter le déclenchement des luttes révolutionnaires : le déclenchement de la terreur dont les fascistes se chargeront dans les pays qu'ils contrôlent, le Front Populaire dans les autres pays.

Tout comme il arriva en Italie et en Allemagne (aujourd'hui encore), pas mal de prolétaires s'attendent à la dissociation du Front Populaire en conséquence de la révolte de la « conscience humaine » indignée des crimes commis par les centristes. La délégation du Labour Party qui vient de visiter l'Espagne a recueilli beaucoup de lamentations des ministres socialistes qui l'ont très cordialement reçue : nous ne pouvons rien faire d'autre que supporter la Guépéou. Pour nous en délivrer il faudrait que les puissances démocratiques fassent autant que ce que la Russie a fait pour les armées républicaines. Nous savons tous ce que cela signifie en réalité : ce serait la guerre mondiale. Seulement le capitalisme parvient encore à l'éviter — et l'opinion de l'auteur de ces lignes est qu'elle parviendra à l'échelonner suivant les nécessités de la lutte contre le prolétariat dans les différents pays. Prieto mettra donc un mouchoir devant ses yeux pour ne pas percevoir la vision directe des prolétaires assassinés par les centristes à côté

de qui il siège dans le ministère ? Entretiens Caballero se tient en réserve pour une besogne analogue à laquelle il pourrait être appelé si les circonstances politiques exigeaient une manœuvre à gauche pour mieux tromper les ouvriers : dans ce cas C.N.T., Poum, trotskystes et communistes de gauche seraient à nouveau à leur place pour mobiliser les ouvriers de tous les pays autour de la guerre antifasciste.

Il n'y a pas de courant d'indignation qui puisse contrecarrer une évolution politique et de classe. On s'accommode de tout aujourd'hui : Vandervelde tout comme Blum, Citrine, Pivert, Trotsky, le « communiste de gauche », proclament la lutte pour le socialisme ou le communisme, veulent tous renverser le capitalisme, posent tous en paroles le problème de la conquête du pouvoir, mais ils sont tous reliés à cette force fasciste qu'est le Front Populaire et cela au nom de l'antifascisme !

Le prolétariat qui est la seule force capable de détruire le fascisme est aussi la seule force capable de détruire le Front Populaire et, à ce sujet, il est évident que le point central d'où pourrait résulter le démembrement du Front Populaire, c'est la Russie. Il est malheureusement très difficile de croire que le prolétariat russe reconquière la force de combattre le centrisme et de réaliser une seconde révolution. Dès lors nous devons nous faire à cette perspective : voir se dresser contre les batailles révolutionnaires à venir le spectre sanglant du Front Populaire, si la première phase des événements révolutionnaires où la conscience des masses atteint le point culminant, ne connaît pas aussi la victoire de la révolution par la destruction de l'Etat capitaliste, quelle que soit la dissimulation rouge sous laquelle il se présente, ou la forme « socialisée » dans laquelle il se déguise.

L'autre hypothèse qui est devant nous — mais que nous crovons extrêmement improbable — est que les récents massacres de Moscou soient les signes avant-coureurs d'une restauration bourgeoise en Russie, ce qui aurait pour résultat la dissolution du Front Populaire, la liquéfaction des partis communistes, des défaites cuisantes du prolétariat révolutionnaire, et l'ouverture d'une nouvelle et provisoire phase d'effervescence économique pour la reconstruction des régions qui auront été ravagées par la guerre.

La dislocation du Front Populaire ne peut donc résulter que de l'éclosion des contrastes sociaux et uniquement d'eux. A part l'hypothèse de l'éclosion d'événements sur le point névralgique de la Russie, il reste l'autre — bien plus probable — des luttes révolutionnaires dans certains pays, dont la victoire aurait pour résultat le ren-

versement de la situation internationale, Russie comprise, et le triomphe du communisme mondial dépendrait alors de la grandeur des efforts que les communistes ont le devoir de faire dès aujourd'hui pour la construction des fractions de gauche dans tous les pays.

Pour le Bureau International des fractions communistes de gauche (Vercesi)

Au cours d'une discussion, au sein de la fraction belge, le Cde Vercesi a fait une intervention dont s'inspire l'article qui suit. Cette intervention est en relation avec une résolution de la C. E. de notre fraction et a trait à la situation que traverse actuellement le mouvement communiste en France. Cette résolution sera publiée ultérieurement ; nous traitons ici des questions qui n'ont pu trouver leur développement dans la dite résolution.

Dans sa préface de 1890, au Manifeste, Engels dit : « le triomphe final des propositions émises dans le Manifeste, Marx ne l'a jamais attendu que du seul développement intellectuel de la classe ouvrière que devait amener l'action commune et la discussion en commun ». Nous trouvons, dans cette phrase, deux notions qui à première vue sembleraient contradictoires : celle du « développement intellectuel » (et Engels a eu soin de préciser avec le mot « seul ») et l'autre de « la classe ouvrière ».

La théorie marxiste faisant découler la formation des classes antagonistes des contrastes inhérents au mécanisme productif de l'économie capitaliste devrait, semble-t-il, faire résulter la victoire prolétarienne de la compétition grandissante des ouvriers contre les capitalistes à l'intérieur du périmètre tracé par les objectifs économiques, ces derniers contenant leur inévitable progression vers la lutte politique pour la conquête du pouvoir.

La prétendue contradiction entre le développement intellectuel et économique des ouvriers disparaît lorsqu'on considère la nature des bases économiques dans la théorie marxiste. Celles-ci ne sont nullement constituées par la compétition entre deux classes autour de la fraction de la valeur du travail qui sera attribuée au prolétaire comme salaire, compétition considérée en elle-même et extraite de sa con-

nexion productive, politique et sociale. Prise en soi, la lutte revendicative ne peut aboutir à un succès effectif même dans le domaine des conditions de vie des ouvriers, car le capitalisme dispose de toutes les possibilités pour neutraliser les effets de l'augmentation du salaire. La notion du salaire « réel », pour exprimer la réalité d'une conquête ouvrière, ne peut pas se borner aux limites de l'augmentation de la capacité d'achat du salaire, mais doit révéler une élévation de la force du prolétariat dans l'attaque qu'il mène contre le régime capitaliste. En effet, la bourgeoisie peut toujours compenser l'augmentation du salaire qu'elle a due consentir sous la pression de la lutte ouvrière par une élévation du mécanisme économique qui envahira d'autres zones d'exploitation, ou elle procédera à une transformation structurelle du fonctionnement de ce mécanisme. Le capitalisme anglais pouvait bien octroyer des augmentations de salaire aux ouvriers de ce pays sans que les bases de son régime en soient troublées et cela parce qu'il parvenait à éviter que le prolétariat anglais, en s'unissant avec les exploités coloniaux, construise le front qui, non seulement sur le terrain social et politique, mais aussi sur le terrain politique pouvait constituer le front réel de la lutte contre le régime bourgeois. Actuellement, les augmentations de salaire peuvent correspondre à une augmentation de la capacité d'achat du salaire et le capitalisme peut bien y consentir car l'enjeu réel de l'antagonisme de classe s'est déplacé et, sur le terrain économique également, il se trouve dans la transformation que la bourgeoisie, grâce au Front Populaire, a pu opérer dans la structure économique où l'industrie de guerre a pris une place hégémonique. L'ouvrier italien, belge, français, allemand russe ou des autres pays pourra voir son salaire augmenté, mais le succès ne sera pas remporté par lui mais par son ennemi qui aura pu l'associer à la construction

d'engins de guerre pour le massacre des ouvriers d'Espagne, de Chine aujourd'hui, des autres pays demain.

Le fondement de la théorie marxiste est économique et non revendicatif ; les classes luttent pour le système capitaliste de la production, ou en vue de sa destruction. Les bases du « développement intellectuel » de la classe ouvrière sont d'ordre économique et jamais intellectuelles, faute de quoi l'on tombe dans les déviations réactionnaires de l'idéalisme. Seulement il faut considérer que ces fondements économiques se rapportent à l'antagonisme entre les forces de production et les rapports sociaux et non à la compétition exclusive se rapportant à la fraction de la valeur du travail qui retourne au producteur comme salaire : le premier antagonisme ne souffre d'aucune compromission, le second connaît toutes les manipulations et manœuvres qui ont toujours frustré les travailleurs des fruits de leurs luttes sanglantes.

De tout temps les luttes revendicatives n'ont pu représenter que le point de départ des batailles prolétariennes. Leur aboutissant qui, communément, était appelé politique, n'était en définitive que la révélation de l'objectif économique correspondant aux intérêts des ouvriers et dont ces derniers ne pouvaient atteindre la conscience de classe qu'au travers de leur parti. A l'époque de la I^{re} Internationale il s'agissait de relier la lutte revendicative avec la lutte pour la liquidation du régime féodal, en vue d'évincer la révolution bourgeoise. La II^e Internationale a connu l'encastrement des luttes revendicatives dans les autres pour le développement des positions de classe du prolétariat dans le domaine économique et politique. C'est la bataille pour le pouvoir qui a représenté la nature réelle des situations qui ont conduit à la fondation de la III^e Internationale et c'est autour de cet objectif suprême que pouvaient se rattacher les mouvements revendicatifs de l'après-guerre.

Il nous semble avoir éclairci cette question : s'il est vrai qu'aucune action de classe est concevable en dehors des luttes revendicatives, il est aussi vrai que ces dernières ne peuvent représenter que le point de départ de la lutte prolétarienne dont les mots d'ordre doivent contenir l'objectif appelé politique, mais qui est en réalité économique et qui révèle la phase de la lutte des forces de production contre les rapports sociaux du régime capitaliste. Et ici il ne s'agit pas d'une affirmation de propagande que nous nous proposerions de réaliser demain, mais d'un tissu indivisible qui forme un tout avec la bataille revendicative. Notre participa-

tion à cette dernière n'est évidemment pas conditionnée à la possibilité du déclenchement de la bataille immédiate pour le pouvoir, mais nous quitterions le terrain de la classe si nous commettions l'erreur capitale de ne pas inscrire la revendication essentielle correspondante à la phase donnée de l'évolution politique ; actuellement la lutte contre la guerre impérialiste.

Le départage entre réformistes et marxistes s'est toujours effectué sur le terrain de la pénétration au sein de l'Etat capitaliste opposé à la nécessité de sa destruction et non sur celui constant à considérer que la base de classe résultait uniquement des luttes revendicatives ou sur la compromission provenant des objectifs d'ordre politique.

Marx s'opposait à Lassalle qui s'appuyait sur Bismarck ; Luxembourg et Lénine à Bernstein qui proclamait la possibilité de faire servir l'Etat à la cause du socialisme ; actuellement les fractions de gauche — les seuls organismes marxistes — s'opposent directement à tous les autres courants (Front Populaire) ou indirectement (communistes de gauche) reliés à l'ennemi. Contre eux, elles déclarent que la révolution ne surgit pas des guerres d'Espagne ou de Chine et de son parachèvement antifasciste, mais de sa transformation pour faire de la guerre civile du capitalisme contre les ouvriers, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie.

Marx disait : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience. » Il est impossible de déterminer les bases de la conscience du prolétariat sans avoir établi la réalité sociale dans laquelle nous vivons actuellement.

Dans le rapport sur la situation internationale soumis à la discussion en vue du Congrès de notre fraction, nous nous sommes efforcés de mettre en évidence que, lorsqu'on veut expliquer une situation historique au travers d'un schéma parfaitement valable pour une époque précédente et révolue, l'on ravale le marxisme au niveau de l'empirisme. Cette opération, chère à tous les falsificateurs de la pensée de Marx, conduit à la défaite certaine du prolétariat car elle empêche celui-ci de prendre conscience de la réalité sociale dans laquelle il vit, de saisir la portée des problèmes qui ont surgi, de préparer en conséquence les armes qui lui permettront de vaincre.

On sait que je défends, sur la situation mondiale actuelle, une thèse qui n'est nullement adoptée par l'ensemble de notre fraction, ni par

la fraction belge. Je crois devoir mettre en garde les camarades contre une erreur : il ne s'agit point de discuter pour prédire s'il y aura oui ou non une conflagration mondiale. Pour ce qui me concerne, je crois que cette conflagration ne se déterminera pas et que désormais la seule forme de guerre correspondante à l'évolution historique actuelle est la guerre civile entre les classes, alors que les contrastes inter-impérialistes peuvent être dirigés vers la voie d'une solution non violente ; je suis le premier à ne pas baser mon analyse de la situation mondiale sur cet élément hypothétique quant à son développement ultérieur. Ce qui me semble être essentiel est ceci : dans le domaine économique et politique vivons-nous une situation de guerre impérialiste même si les canons ne crachent pas la mort des ouvriers au cours d'un carnage mondial ? La guerre actuelle en Espagne manifeste-t-elle une précipitation d'ordre mondial ? Le bouleversement que nous constatons dans la structure économique de la société capitaliste et la part dominante qu'y a prise l'industrie de guerre témoigne-t-elle d'un état de maturation extrême de tout le potentiel accumulé dans les situations précédentes ? Dans le domaine politique, l'Union Sacrée révèle-t-elle la phase extrême de la collaboration des classes ? Et ici il faut se garder de donner une réponse évasive à ces problèmes, car ainsi on élude l'analyse de la situation. Il ne suffit pas de dire que nous assistons à l'apparition d'une phase de la lutte des classes qui précède celle de la guerre militaire mondiale, et que, comme celle-ci est inévitable, nous devons remettre au lendemain des modifications structurelles que seule la précipitation ultime rend nécessaire.

Qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas une conflagration militaire mondiale, nous devons donner une réponse catégorique aux problèmes politiques actuels, nous devons pouvoir les comprendre et opérer dans notre sein les modifications exigées par eux. A défaut de cela nous nous mettrons dans l'impossibilité de comprendre et d'agir dans les situations ultérieures, fussent-elles dominées par l'éclosion de la guerre militaire mondiale ou par le déclenchement de la guerre civile entre le capitalisme et le prolétariat en des secteurs déterminés.

La « réalité sociale » résulte des événements et de l'analyse des problèmes politiques, sur la base des principes marxistes, et non de l'application — à la situation actuelle — des thèses qui auparavant ont servi de guide au mouvement.

Les principes marxistes indiquent scientifi-

quement que la lutte entre les classes constitue le moteur de l'évolution historique. Cela s'applique surtout aux formes extrêmes de la vie sociale : à la guerre, et il serait bien étrange de se baser sur la lutte de classe pour expliquer les différentes situations précédant la guerre et de s'en éloigner lorsqu'il s'agit de cette dernière. Les compétitions inter-impérialistes sont un élément secondaire et jamais fondamental. En 1914, elles ont joué un rôle important mais, encore une fois, accessoire : l'essentiel étant représenté par la lutte entre le capitalisme et le prolétariat.

Nier aujourd'hui le caractère impérialiste de la guerre en Espagne ou en Chine, parce que les grands Etats capitalistes ne déclenchent pas la conflagration pour la défense de leurs intérêts respectifs, c'est s'inspirer de l'empirio-criticisme et vouloir expliquer les événements non sur la base des principes qui furent d'ailleurs confirmés par la guerre de 1914, mais en théorisant les facteurs de cette guerre, facteurs d'ailleurs secondaires et qui peuvent ne pas réapparaître.

Auparavant nous nous basions sur la thèse de l'impossibilité, pour le capitalisme, d'accorder, dans la phase de son déclin, des améliorations réelles à la classe ouvrière. Or, ainsi que nous l'avons dit, la compétition entre les classes se détermine sur la base d'objectifs politiques et sociaux (ce qui est en définitive l'objectif économique) et non sur la base des postulats revendicatifs : c'est là, à notre avis, le principe marxiste dans le domaine des luttes partielles. Les événements de France, de Belgique et même des autres pays, qui ont vu une augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers contredisent non le principe marxiste que nous avons indiqué, mais la thèse qui valait pour la situation précédente, et qui n'est plus valable aujourd'hui car l'adhésion donnée par les ouvriers à la production intensive des armements (qui a pris une position hégémonique dans l'ensemble de l'économie) fait que le capitalisme parvient à élever le taux de l'exploitation ouvrière tout en concédant des augmentations de salaires, des congés payés, des réductions des heures de travail.

Le développement gigantesque de la technique de production permet désormais de faire fonctionner le mécanisme productif (dans une proportion restreinte) à la production de biens consommables, dans une proportion très élevée à la production des engins de destruction. Le régime capitaliste n'est pas basé sur les lois de la consommation mais sur ceux de la plus-value. Du moment que le capital peut être investi

dans la production (qu'elle soit de choses utiles ou pour la guerre), les lois du régime fonctionnent. Evidemment, ceci n'est valable que pour une époque donnée car à la longue, le contraste explose et seule la production s'écoulant dans le marché engendrera la masse des nouveaux capitaux. Mais nous n'avons pas en vue des problèmes abstraits. Ce qui nous intéresse c'est la réalité qui est dominée non pas par le contraste entre la production et la consommation qui constitue le périmètre à l'intérieur duquel se développent les luttes revendicatives et l'opposition de classe, mais par le contraste entre l'économie de guerre et la révolution communiste. Les augmentations de salaires qui se produisent dans cette période ne sont plus incompatibles avec les lois d'un régime capitaliste — ainsi que ce fut le cas en 1914 — ayant instauré l'économie de guerre.

Il s'agit maintenant de déterminer dans quelle direction doivent se refléter les changements importants survenus dans la situation actuelle.

Les bases antagoniques de la société capitaliste contiennent l'inévitabilité de l'éclosion du contraste dans tous les domaines : économique, politique, social. Mais il est absolument faux de penser que le contraste contienne en lui-même l'élément vivificateur de la conscience socialiste du prolétariat. La « fatalité » de la fracture dans le mécanisme économique et politique du capitalisme peut aussi être la « fatalité » de l'anéantissement physique et politique des ouvriers. Pour qu'il n'en soit pas ainsi la fracture doit pouvoir évoluer vers l'éclosion de l'antagonisme de classe. L'une et l'autre trouvent évidemment leur source dans les bases mêmes du régime capitaliste, et s'il est vrai que l'évolution de la première conditionne l'engendrement du second, il n'est pas du tout vrai que l'antagonisme découle de la fracture. Il y a ici une corrélation dialectique et non de cause à effet.

Relié avec l'éclosion du contraste, se manifeste aussi dans la réalité sociale l'apparition d'organismes nouveaux, ou la transformation de ceux existant acquérant des fonctions bien plus amples qu'auparavant. Mais, encore une fois, l'organisme ne comporte pas l'inéluctabilité de l'opposition de classe. Cet organisme, dès qu'il surgit, se trouve à un point de bifurcation et l'interpénétration se fera dans le tissu de la domination capitaliste ou dans le tissu opposé de la lutte révolutionnaire, selon qu'il composera ou perdra de vue l'Etat capitaliste, ou bien qu'il se dirigera dans la lutte contre ce dernier en vue de sa destruction.

Les événements d'Espagne ont pleinement confirmé ce point de doctrine : toutes les « conquêtes de la révolution » se sont révélées être autant de briques pour l'édifice de la domination capitaliste en une situation d'incendie social où la bourgeoisie ne pouvait faire autrement pour dévier l'attaque des masses.

Il est connu que Lénine n'avait pas exclu l'hypothèse que la révolution vainque en dehors et contre les Soviétiques à un moment où ces derniers avaient pu être provisoirement gagnés à la cause du capitalisme, grâce à l'influence des menchéviks et des socialistes révolutionnaires.

Or, qu'est-ce qui révèle la nature de classe d'un organisme ? Comment le prolétariat parvient-il à mûrir les conditions de la nature prolétarienne de ces organismes ? Nous ne trouverons pas une solution en nous basant sur les objectifs qui seront proclamés, ni sur ses manifestations anticapitalistes, ni enfin sur leur composition prolétarienne. A Barcelone, par exemple, nous avons assisté à la formation d'organismes qui, dans le domaine économique, politique et militaire, contenaient des éléments qui semblaient en garantir leur nature de classe : l'objectif de la lutte pour le socialisme était ouvertement proclamé, leur composition prolétarienne ne pouvait nullement être mise en doute, et la manifestation politique de leur activité ne laissait place à aucune équivoque. Et pourtant les socialisations, les syndicats gérant la production, les Patrouilles de Contrôle, les milices prolétariennes tuant des individualités capitalistes, les Tribunaux du Peuple, tout cela n'a représenté en réalité qu'un ensemble d'institutions au travers desquelles le capitalisme a pu sauvegarder son régime. En quoi consiste le caractère de collaboration de classe de ces organismes, où trouvons-nous le trait de liaison qui fait du 4 Mai 1937 le fils légitime du 22-23 Juillet 1936 ? La réponse à cette question est extrêmement simple, mais il n'en est pas de même quand nous passons à l'établissement des conditions politiques susceptibles de déterminer une autre évolution des événements, celle se dirigeant vers la victoire révolutionnaire des ouvriers insurgés.

Il est évident que la seule garantie de l'orientation prolétarienne des organismes consiste dans leur indépendance à l'égard de l'Etat capitaliste, condition nécessaire pour la phase ultérieure de la lutte en vue de la destruction de cet Etat. Mais, pour que le prolétariat parvienne à réaliser les deux conditions de l'indépendance et de la lutte contre l'Etat capitaliste, il doit avoir capitalisé un programme politique qui lui permette de ne pas être emporté par

la violence des événements et de repérer le chemin de sa classe dans la tourmente des situations. Il est vain de se dire aujourd'hui que nous serons à même de fixer les contours de l'autonomie de classe des organismes lorsque la situation révolutionnaire éclatera. Il s'agit ici non d'une question **physique** de prédétermination des contours de ces organismes, mais d'une question **chimique** portant sur leur nature et demain nous serons capables de dissocier les cellules prolétariennes de l'emprise capitaliste si dès aujourd'hui nous avons préparé une mobilisation des cerveaux de l'avant-garde prolétarienne et que nous l'aurons mise dans la possibilité de traverser victorieusement l'épreuve des événements décisifs.

Et quand on parle de **nature**, de composition chimique de la politique, nous ne pouvons avoir en vue que le parti de classe et le processus de son engendrement. Nous avons vu d'ailleurs que dans le domaine de la construction des nouvelles organisations (soviets en Russie), ou de l'extension de la zone d'activité de ceux existant (syndicats en Espagne), nous n'avions en réalité qu'un produit primaire du bouleversement des situations où la volonté consciente du parti n'a aucune portée directe.

Les changements de la situation doivent se répercuter dans la structure interne du fonctionnement du parti de classe à qui revient d'ailleurs le rôle d'aiguiller les organismes de masse dans la voie de la révolution communiste en les arrachant à l'emprise de l'Etat capitaliste.

L'ouverture d'une situation mondiale de guerre impérialiste ouvre la dilemme suivant : ou bien les fractions de gauche — par une liaison entre elles — se mettent en condition de refléter dans leur sein le changement intervenu dans les situations, ou bien elles restent dans la phase précédente de vie internationale concentrée dans un secteur donné, et alors elles se trouveront devant l'impossibilité de s'acquitter de leur rôle pour la construction des nouveaux partis et de la nouvelle internationale.

Le point de repère qui peut le mieux nous aider dans notre activité est représenté par la conduite des bolchéviks pendant la guerre de 1914-1918.

Leur travail international a consisté surtout dans une prise de contact avec les individualités qui, dans les différents pays, avaient pris une position de combat contre la guerre impérialiste. Nous devons immédiatement ajouter que les conditions étaient telles que les liaisons ne pouvaient pas dépasser les formes d'une polémique par correspondance.

Je pense que cette forme de travail interna-

tional se trouve être dépassée et que nous devons entrer dans l'autre phase du travail en vue de la constitution des fractions de gauche. D'ailleurs l'expérience de la Belgique où cette fraction a pu se constituer prouve, à notre avis, que les conditions objectives existent pour un travail dans cette direction.

Mais, indépendamment des résultats positifs, c'est pour sauvegarder les possibilités d'évolution ultérieure des deux fractions existantes, et notamment pour notre fraction, que s'impose la construction du premier lien international. J'ai longuement parlé des modifications structurelles correspondantes au précipice intervenu dans la situation internationale, pour être obligé encore d'insister sur cette question.

Je veux en arriver maintenant, et ce sera le dernier point de mon exposé, sur la considération contenue dans le rapport en vue de la construction de la fraction française de la gauche communiste et ayant trait à la modification qui s'est faite (dans la situation de l'impérialisme capitaliste par rapport à la période précédente d'avant-guerre) dans l'engendrement du « développement intellectuel de la classe ouvrière ».

Les fondements de ce développement intellectuel ne sont évidemment pas, ainsi que nous l'avons expliqué, d'ordre intellectuel, mais se trouvent dans le domaine de l'économie productive et de l'évolution des contrastes inhérents à l'économie capitaliste. La forme décisive « intellectuelle » n'est que la manifestation du cours économique et productif. Dans l'avant-guerre les revendications immédiates accompagnaient, dans le domaine politique, l'activité des socialistes défrichant le terrain social par l'agitation des idées socialistes tendant surtout à arracher les prolétaires de la situation d'esclaves où ils se croyaient irrémédiablement condamnés par un patronat de droit divin. Les « porteurs du socialisme » correspondaient ainsi à une époque où le mécanisme productif n'était qu'un simple « porteur de socialisme ». La situation a profondément changé dans l'après-guerre et le mécanisme productif a déjà réalisé les conditions objectives pour la victoire prolétarienne. Dans cette nouvelle situation, les masses sont portées à acquérir la conscience socialiste et c'est aux fractions de gauche qu'elles confient cette mission. Et nous constatons que, parmi les masses, il n'y a même plus la tentative de la part du capitalisme de défendre la bonté de son régime par rapport à celui de type socialiste, mais une dissimulation de la bourgeoisie sous le manteau du socialisme pour faire déferler la « lutte contre le marxisme ». Le pro-

cessus est inverse et aux porteurs du socialisme parmi les masses se sont substitués les porteurs du capitalisme (au travers des multiples éditions des traités) parmi les ouvriers que les situations jettent dans l'arène de la lutte pour le socialisme.

Dans la situation actuelle, il revient aux fractions de gauche de déterminer les conditions internes qui leur permettront d'exprimer les intérêts réels des opprimés de tous les pays et

c'est dans la conviction que le Bureau International pour les fractions de gauche sera bientôt une réalité vivante que je conclus en insistant sur le fait qu'il représente la condition indispensable pour que le cri de Marx « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » puisse se manifester demain dans la lutte victorieuse pour la révolution mondiale.

VERCESI.

L'impérialisme japonais à la conquête de la Chine

L'incident « voulu » de Lo-Ko-Chao a ouvert la nouvelle étape de l'avance japonaise en Chine. Après la conquête de la Mandchourie, en 1931, le Japon s'était emparé de la province du Jehol qui lui frayait la voie vers la Chine du Nord et la Mongolie intérieure.

En 1935, « l'autonomie » d'une partie du Tchahar et du Hopeï n'était que le préliminaire d'une occupation totale de ces deux vastes régions. Aujourd'hui, le nouveau bond en avant de l'impérialisme nippon lui a déjà permis d'occuper Peïpin (Pékin) et son port : Tien-Tsin. Et la poussée ne semble pas encore arrêtée.

La Chine du Nord compte plus de cent millions d'habitants et son sous-sol, surtout dans le Chan-Si et le Hopeï, est très riche en gisements de pétrole, charbon, fer, argent et sel. Mais c'est surtout l'importance stratégique de la Chine du Nord qui est à souligner et le contrôle sur la région Peïpin-Tien-Tsin équivalait à la suprématie en Chine Centrale et Occidentale. Deux grandes voies ferrées partent de cette région vers les villes les plus importantes (Nankin, Changhaï, Hankéou), tandis qu'une troisième ligne, se dirigeant vers Kalgan et Suiyuan, permet d'envahir la Mongolie intérieure, la Chine du Nord-Ouest, pour atteindre les frontières de la Mongolie extérieure, c'est-à-dire l'Union Soviétique.

Le front de bataille est très large. Non seulement on se bat dans la Chine du Nord, mais aussi à Changhaï, où le Japon en renouvelant ses tentatives — échouées en février 1932 — a fait naître un nouvel « incident » qui lui a permis de débarquer des troupes et de faire de Honkéou, quartier japonais de Changhaï, sa base d'opérations militaires.

La Chine fait mine de vouloir résister :

le maréchal Chang-Kaï-shek a juré vouloir lutter jusqu'à la dernière goutte de sang. On sait par expérience que les paroles fortes cachent souvent l'intention du compromis et de la capitulation. Mais, en général, il faut juger les événements militaires avec beaucoup de circonspection. Une presse mondiale, avide de nouvelles sensationnelles, annonce de « grandes » victoires chinoises, exactement comme elle annonçait de « grandes » victoires abyssines, au début du conflit italo-éthiopien... Si, effectivement, le Japon a rencontré cette fois une résistance à laquelle il ne s'attendait peut-être pas, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il n'a encore mis en jeu que 100.000 hommes, force notoirement insuffisante pour l'envergure de l'entreprise. Il est donc possible que la Chine enregistre au début quelques succès locaux, mais l'arrivée de nouveaux renforts et surtout la supériorité écrasante des moyens techniques japonais — surtout de leurs puissantes flottes navale et aérienne — finiront par mettre la Chine dans une situation voisine de celle de l'Ethiopie lors de l'invasion italienne.

Bien qu'à notre avis nous pensons que, pour le moment du moins, le Japon se contentera de ce gros morceau de la Chine du Nord, avec Peïpin et Tien-Tsin, et que les autres opérations militaires sur Changhaï répondent à une tactique de défense-offensive qui tout en imposant à la Chine, lui garantit cette conquête. Dans tous les cas, le Japon continuera sans doute son avance vers la Mongolie intérieure, comme semble le prouver l'occupation de Kalgan, capitale du Tchahar, menace directe pour la Mongolie extérieure. En tout cas, tout se passe suivant le fameux plan Tanaka, que l'impérialisme ja-

ponais continue de réaliser point par point!

Naturellement, la presse japonaise affirme que la responsabilité de ce qui arrive revient aux Chinois qui ne veulent reconnaître les véritables intentions de l'Empire Japonais. Et le même empereur, à l'occasion de l'ouverture de la Diète Japonaise, a affirmé dans son discours du trône, que les opérations japonaises en Chine n'ont d'autre but que d'obtenir la revision des positions de la Chine et de garantir une paix durable dans l'Extrême-Orient : et de toute façon, la lutte contre le péril bolchevique en Chine.

A ce propos, l'on annonce que l'Italie adhérerait au pacte japonais-allemand de lutte anticomuniste.

Très symptomatique est la réserve adoptée par la presse soviétique vis à vis des événements, en dépit du traité de non-agression sino-soviétique dont nous parlerons plus loin. Cependant la menace d'un conflit armé entre l'U.R.S.S. et le Japon revient à la surface, comme c'est chaque fois le cas lorsque la tension devient plus aiguë en Extrême-Orient.

Avant d'envisager les possibilités éventuelles d'un tel conflit, nous croyons qu'il faut décidément rejeter toute comparaison avec la situation de 1904 (quand la Russie fut battue par le Japon) et ne pas répéter la grossière erreur, généralement commise, qui consistait à se baser sur Adoua pour préjuger l'issue de l'aventure éthiopienne.

La Russie est militairement bien prête en Extrême-Orient. L'armée du maréchal Blücher est plus forte que toute l'armée nipponne en temps de paix : 150.000 hommes sur l'Amour, 60.000 dans les provinces maritimes (Vladivostock) et 70.000 au sud du lac Baïkal, prêts à soutenir la République Mongole. De plus, conformément aux Plans Quinquennaux, l'industrialisation permet à cette armée de trouver en Sibirie orientale tout ce dont elle a besoin, tandis qu'en 1904, les troupes tzaristes étaient complètement dépendantes de la Russie européenne, tant pour le ravitaillement en vivres qu'en matériel. Enfin, la Russie soviétique a doublé la voie ferrée du « Transsibérien », mais plus au Nord, ce qui la rend moins vulnérable aux attaques. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a pu vendre en 1935 au Mandchoukouo (en fait son rival japonais) la ligne de l'Est-Chinois, trop exposée et pour la-

quelle, quelques années auparavant, elle avait risqué la guerre avec la Chine.

L'industrie lourde de l'U.R.S.S., dispersée le long de l'Oural, se trouve à une distance astronomique pour l'aviation japonaise dont le personnel vaut beaucoup plus que le matériel. Tandis que, de Vladivostock, la formidable aviation russe peut, en quelques heures, atteindre les points vitaux, villes et centres industriels, facilement repérables, de l'archipel nippon.

Actuellement, si l'on tient compte des troupes d'occupation du Mandchoukouo et de la Corée, plus de la moitié de l'armée japonaise en temps de paix se trouve sur le continent asiatique. L'insuffisance des forces jusqu'aujourd'hui employées sur un front aussi vaste, nécessite le rappel de nouvelles classes. Cela ne pourra que rencontrer une forte opposition parmi les masses ouvrières et particulièrement paysannes.

Le Japon qui, au point de vue intérieur, se trouve dans une situation économique assez précaire, a dû porter son budget militaire de 450 millions de yen en 1931, à 1 milliard cent millions en 1937. Les événements de février 1936 (coup d'Etat militaire) sont l'œuvre de jeunes officiers qui expriment davantage le mécontentement de la masse rurale qu'une exacerbation nationale-fascisante du « Dragon Noir ».

La Mongolie extérieure, c'est-à-dire la république populaire de Mongolie, bien que ne faisant pas partie organiquement de l'U.R.S.S., en est un satellite. L'armée mongole, forte de 60.000 hommes, a été organisée par des instructeurs soviétiques et les pilotes de l'aviation mongole sont exclusivement russes. Tout récemment encore, l'Union soviétique a prêté 50 millions de roubles à la Mongolie, destinés à son organisation militaire : une voie ferrée, qui reliera la capitale, Ulan-Bator, au Transsibérien va être construite, la Mongolie étant l'unique pays du monde n'ayant pas de chemin de fer. Du reste, en mars 1936, Staline avait déjà déclaré, dans une interview accordée à un journaliste américain, que si le Japon devait attaquer la Mongolie, l'U.R.S.S. interviendrait pour garantir son « indépendance » (en dépit du traité sino-russe de 1924 qui reconnaissait la suzeraineté de la Chine). Cette déclaration avait été suivie d'un traité de mutuelle assistance qui, en réalité, représentait une

alliance militaire, (Le rappel de ces événements nous fait penser à la récente mort mystérieuse, dans le Transsibérien, du maréchal mongol Demide, ministre de la guerre, qui se rendait à Moscou. S'agissait-il aussi d'un « trotskyste » agent du Japon ?)

A l'ouest de la Mongolie extérieure, se trouve le Turkestan chinois (Sin-Kian), économiquement dominé par l'U.R.S.S. et qui depuis la création du Mandchoukouo est devenu l'unique pays frontière entre la Chine et la Russie. La voie ferrée du « Turksib », construite en 1931, devait favoriser la pénétration économique de l'U.R.S.S. en Chine. Le gouvernement actuel du Turkestan chinois qui a réussi récemment à maîtriser une révolte de mahométans ne put le faire que grâce à l'appui soviétique. Mais il faut remarquer que l'influence dans ce pays de l'U.R.S.S. y est contrecarrée par les visées de l'impérialisme britannique qui, des Indes au travers du Thibet, cherche à s'affirmer en Asie centrale.

**

L'opinion européenne et américaine se préoccupent bien davantage de ce que feront les grandes puissances intéressées (U.R.S.S., France, Angleterre, Etats-Unis) que des événements en eux-mêmes. Et pourtant les concessions étrangères de Changhaï ont été plusieurs fois bombardées tant par l'aviation chinoise que japonaise. L'ambassadeur britannique a été grièvement blessé par les aviateurs japonais. De son côté, l'U.R.S.S., comme nous l'avons dit, a signé, à Nankin, le 21 août (c'est-à-dire en plein conflit), un traité de non-agression avec la Chine. La date de cette signature est plus significative que le fait en lui-même, l'U.R.S.S. ayant signé de ces traités avec tous ses voisins limitrophes. « Si l'une des Hautes Parties contractantes, dit le traité, est victime d'une » agression d'une ou plusieurs tierces puissances, l'autre Haute Partie contractante » s'engage à n'accorder, ni directement ni » indirectement, aucune aide à cette ou à » ces tierces puissances pendant toute la » durée du conflit. » A ce texte anodin, sont certainement jointes des clauses secrètes concernant sinon l'appui direct à la Haute Partie contractante agressée, du moins la fourniture des moyens de défense.

A la question de savoir comment vont réagir les impérialismes « intéressés » en

Chine, on peut répondre en rappelant tout d'abord l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne lors de l'agression italienne en Ethiopie, agression qui mettait en jeu les intérêts vitaux de l'impérialisme britannique et ensuite, l'attitude de ces mêmes puissances — auxquelles est venue se joindre l'U.R.S.S. — vis-à-vis des événements d'Espagne où l'Allemagne et surtout l'Italie interviennent directement et sans réticence aucune. Car il n'existe aucune cloison étanche sur l'échiquier international des contrastes interimpérialistes : Espagne ou Extrême-Orient, Autriche ou Tchécoslovaquie, Dantzig ou Pologne. La S.D.N. pourra éventuellement être saisie de cette nouvelle agression, si la Chine n'a pas encore tiré la leçon du résultat de ses recours précédents et du sort de l'Ethiopie. Ce lui sera un nouveau prétexte de verser des flots d'éloquence et d'encre sur le sort de la Chine tandis que le Japon agira en versant, sur les populations chinoises, des torrents de plomb et de feu.

Si la Chine veut réellement résister à l'agression nipponne, on assistera sans doute à une répétition des événements d'Espagne et la Russie interviendra, aidant plus ou moins ouvertement à la résistance en envoyant armes et munitions.

Et il se déclenchera dans ce nouveau secteur la guerre impérialiste, sans déclaration formelle, comme c'est le cas en Espagne mais avec cette différence que la Chine est un terrain de chasse beaucoup plus grand et beaucoup plus giboyeux, le gibier étant naturellement les prolétaires et paysans chinois que Japon et Russie massacreront et feront massacrer pour le compte du capitalisme mondial.

Le centrisme est déjà en place pour faire tomber le prolétariat dans le guet-apens du capitalisme. D'après lui une nouvelle page d'histoire vient d'être tournée en Extrême-Orient : « le gouvernement chinois n'a pu » rester plus longtemps sur les positions » de la non résistance à l'ennemi et il a » dû prendre une position plus ferme vis- » à-vis du Japon. Le Kuomintang a adopté la résolution d'abolir tout différend » existant au sein du Parti ou entre le » Parti et les autres groupes politiques » afin de vivre ou de mourir ensemble. »

Chang Kaï-shek a déclaré à l'envoyé spécial de l'agence Reuter que le conflit nippo-chinois a déjà eu pour résultat

« l'union de tout le peuple chinois sous le mot d'ordre de la défense de la patrie contre l'envahisseur ».

Ce serait l'Union Sacrée à laquelle les centristes chinois sont disposés à participer. La presse centriste déclare, en effet, que cette résolution postule l'Unité d'Action avec le parti communiste et l'armée rouge des soviets chinois et que les communistes sont prêts à unir leurs centaines de milliers (?) de soldats aux forces du gouvernement central (c'est-à-dire à Chang-Kaï-shek et cet autre bourreau du prolétariat qu'est le Kuomintang) pour chasser l'envahisseur du territoire chinois.

En fait, annoncent les journaux, il serait arrivé sur le front de Shanghai une 5^e armée, formée par l'Armée rouge, avec son chef, Tchou-Téh.

On reparle donc à cette occasion de la Chine soviétique dont nous avions depuis longtemps perdu la trace ! Nous savons maintenant que ce fantôme (que les centristes dénomment Chine soviétique et qui en réalité n'exprime que la forme la plus récente des troubles agraires dont toute l'histoire de la Chine est tissée) après son expulsion du Kian-Si s'est disloqué en petits groupes dispersés dans les provinces du Kuelchow, Yunnan et Séchouan, zones excentriques échappant au contrôle du pouvoir central. Il convient de rappeler à

ce sujet que dans les régions contrôlées par les « rouges » le communisme n'a jamais été appliqué, la terre a bien été divisée entre les paysans mais pas collectivisée ; le commerce y a bien été réglementé mais pas monopolisé et les communistes les plus... communistes ont été exilés à Moscou pour se perfectionner dans la bolchevisation à l'Université Communiste Orientale dont Staline a été le premier directeur.

Chang-Kaï-shek, après avoir chassé les communistes des anciennes zones « soviétisées », fidèle à sa déclaration que le problème de la liquidation du communisme en Chine n'était qu'une question de 70 p. c. économique, et de force, seulement de 30 p. c., a dû améliorer la situation tragique du paysan, qui n'échappe toutefois au percepteur du fisc ou à l'usurier, que pour rester victime de la famine ou de l'inondation. C'est le seul résultat pratique de tout le bluff de la « République soviétique chinoise » avec ses 80 millions d'habitants et ses centaines de milliers de soldats rouges promis pour repousser l'envahisseur !!!

Ainsi le centrisme, fidèle lui aussi à sa fonction contre-révolutionnaire, se prépare à répéter en Chine la manœuvre qui lui a si bien réussi en Espagne.

Gatto MAMMONE.

Documentation Internationale

Nous publions ci-dessous un extrait d'un document que le Groupe des Travailleurs Marxistes de Mexico nous a envoyé. Nous parlerons dans notre prochain numéro du travail de ce groupe dont nous avons déjà publié un manifeste sur l'Espagne où étaient défendues des positions analogues à celles des fractions belge et italienne.

X Au premier moment de la lutte en Espagne le prolétariat lutta comme force indépendante. Ainsi la lutte commença comme une guerre civile. Mais rapidement la trahison de tous les partis transforma la lutte des classes en collaboration des classes, et la guerre civile en guerre impérialiste.

Tous les partis (y compris les anarcho-syndicalistes) ont brisé le mouvement de grève pour donner la consigne : aucune revendication de classe avant que nous n'ailions gagner la guerre ! Le résultat de cette politique a été que le prolétariat

espagnol a abandonné la lutte des classes et donne son sang pour la défense de la république capitaliste. Au travers de la guerre en Espagne la bourgeoisie a œuvré pour unifier dans le cerveau du travailleur espagnol et mondial, ses intérêts de classe avec les intérêts de la démocratie bourgeoise afin de lui faire abandonner ses propres moyens de lutte de classe, pour accepter la méthode de la bourgeoisie : lutte territoriale, prolétaire contre prolétaire. Nous voyons par là comment, dans la même mesure où croît l'héroïsme du prolétariat espagnol et la solidarité du prolétariat mondial, la conscience de classe des travailleurs descend au même rythme.

La bourgeoisie mondiale, surtout celle dite « démocratique », approuve l'héroïsme du prolétariat espagnol et la solidarité du prolétariat international pour dévoyer la lutte du terrain national au terrain « inter-

national » : de la lutte contre sa propre bourgeoisie à la lutte contre le fascisme d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie. Cette méthode a donné de grands bénéfices à la bourgeoisie dans tous les pays ; c'est ainsi que les grèves ont été brisées. La guerre en Espagne et son utilisation par la bourgeoisie a relié plus étroitement le prolétariat de chaque pays à sa propre bourgeoisie.

Le gouvernement du Mexique dépasse tous les gouvernements capitalistes par sa manière systématique et démagogique d'approuver la guerre en Espagne pour renforcer sa position et relier le prolétariat mexicain à la bourgeoisie.

Les organisations ouvrières qui demandent que leur gouvernement envoie des armes en Espagne, donnent en réalité leur appui non au prolétariat espagnol mais à la bourgeoisie espagnole et à leur propre bourgeoisie. Egalement les collectes et l'envoi de volontaires au front de bataille n'ont d'autres résultats que de prolonger les illusions du prolétariat d'Espagne et de chaque pays et de fournir de la chair à canons à la bourgeoisie espagnole et internationale.

Le gouvernement actuel du Mexique a pour tâche de continuer l'œuvre de ses prédécesseurs, c'est-à-dire détruire le mouvement ouvrier indépendant afin de convertir le Mexique en un territoire d'exploitation certaine pour le compte du capitalisme international. Ce qui a changé par rapport au gouvernement antérieur c'est seulement la forme dans laquelle s'accomplit cette tâche, c'est-à-dire l'intensification de la démagogie gauchiste. Le gouvernement actuel se présente aux masses comme l'expression de la véritable démocratie.

Le devoir de l'avant-garde du prolétariat est de signaler à sa classe et aux masses travailleuses en général ce qui suit : primo, que la démocratie n'est autre chose qu'une forme de la dictature capitaliste et que la bourgeoisie emploie cette forme lorsque l'autre forme ouverte ne sert pas ; second, que la fonction de la démocratie est de corrompre l'indépendance idéologique et organisationnelle du prolétariat ; tertio, que la bourgeoisie complète toujours la méthode violente d'oppression des travailleurs avec la corruption ; quarto, que les méthodes démocratiques d'aujourd'hui tirent leur fonction de la préparation du terrain pour l'oppression brutale du mou-

vement ouvrier et pour une dictature ouverte pour l'avenir ; que le gouvernement de Cardénas permet aux éléments réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement de forger les instruments pour l'oppression brutale de l'avenir (amnistie, etc.).

Le gouvernement actuel vise à séparer les ouvriers de ses alliés naturels, les paysans pauvres, et d'incorporer les organisations des deux classes dans l'appareil étatique. Le gouvernement organise et donne des armes aux paysans afin que ceux-ci les emploient à l'avenir contre le prolétariat. En même temps il vise à en finir avec toutes les organisations du prolétariat pour former un seul parti et une seule centrale syndicale reliée directement à l'Etat. Le gouvernement profite de la division au sein du prolétariat pour débiliter toutes les organisations existantes : premièrement en les opposant l'une contre l'autre, secondement en unifiant les sections locales et régionales avec une aide dirigée par l'Etat. Dernièrement, le gouvernement a employé Trotsky et les trotskystes pour affaiblir la C.T.M. et les stalinistes. Le devoir de l'avant-garde du prolétariat est de dénoncer et de combattre systématiquement les manœuvres du gouvernement intensifiant la lutte anti-gouvernementale au même degré que le gouvernement intensifie son travail de corruption et de démagogie ; second, accélérer le travail de préparation d'un parti de classe ; tertio, élaborer une tactique révolutionnaire pour l'unification du mouvement syndical pleinement indépendant de l'Etat ; quarto, commencer un travail systématique au sein des ouvriers agricoles et des paysans pauvres pour briser leur confiance dans l'Etat en vue de leur alliance avec le prolétariat des villes.

Chaque gouvernement capitaliste d'un pays semi colonial est un instrument de l'impérialisme. Le gouvernement actuel du Mexique est un instrument de l'impérialisme américain. Dans ses fondements sa politique sert uniquement l'impérialisme et intensifie l'esclavage des masses mexicaines. Le devoir de l'avant-garde du prolétariat est de démasquer la démagogie anti-impérialiste du gouvernement et de signaler aux masses du continent et du monde que la collaboration du gouvernement mexicain est aujourd'hui indispensable pour l'extension de l'impérialisme, comme

l'a prouvé, par exemple, la fonction qu'a développée la délégation mexicaine à la Conférence de Buenos-Aires. Le résultat de la Conférence fut l'intensification de la domination américaine, surtout au Mexique.

Les méthodes démagogiques du gouvernement mexicain actuel, par rapport au mouvement ouvrier, et l'agitation dans les campagnes a inspiré tellement de confiance à l'impérialisme américain que les banques de Wall-Street ont offert un grand emprunt au gouvernement mexicain à la condition que les impôts des compagnies pétrolières servent de garantie pour le paiement des intérêts. Le gouvernement accepta cette condition sans rencontrer la moindre opposition dans le pays ainsi qu'il en fut le cas pour le gouvernement antérieur. Ceci lui fut possible grâce à la popularité que l'aide au gouvernement espagnol et la distribution des terres dans la lagune lui avaient donnée, et aussi grâce à l'affirmation que l'emprunt servirait à la construction de machines. Ainsi nous

voyons comment le prolétariat ne peut lutter avec fruit contre la politique intérieure de la bourgeoisie mexicaine sans lutter systématiquement contre sa politique extérieure et comment on ne peut pas lutter contre Cardénas sans lutter contre Roosevelt.

Puisque le gouvernement mexicain dépend par toute sa politique de l'impérialisme américain, il en est de même du droit d'asile pour Trotsky. Il est clair que Cardénas a concédé le droit d'asile à Trotsky seulement avec l'autorisation de son maître : l'impérialisme américain, lequel escompte utiliser Trotsky pour ses manœuvres diplomatiques internationales, surtout pour ses négociations avec Staline.

Le devoir de l'avant-garde du prolétariat est de signaler cette situation aux travailleurs sans cesser naturellement, en même temps, de lutter pour le droit d'asile à Trotsky.

Le Groupe des Travailleurs marxistes.
MEXICO.

Abonnements

France: un an, 20 francs.

Belgique-Grand Duché de Luxembourg: un an, 20 francs.

Autres pays: un an, 24 francs.

COLLECTION DE BILAN:

Prix: 60 francs, frais postaux compris.

LA VIE DE BILAN

Paul, 20 fr. ; Bruno Parmigrano, 5 fr. ; Belga, 5 fr. ; Il più Grande, 10 fr. ; Nero, 15 fr. ; XX, 6 fr. ; Rat e Ratin, 3 fr. ; Rosalino, 6 fr. ; Pier Becher, 10 fr. ; Valsetia, 10 fr. ; R. Blard, 10 fr. ; G. Granger, 20 fr. — Total: 120 fr. français.

« Il sème », bulletin de discussion intérieur, en langue italienne, de la fraction

Les lecteurs qui voudraient se le procurer sont priés d'envoyer la valeur d'un frano français, en timbres poste.

Aidez La Librairie du Travail

17, rue de Sambre-et-Meuse (Paris Xe)

A l'occasion de son 20^e anniversaire, la coopérative ouvrière d'édition

« **LIBRAIRIE DU TRAVAIL** »

distribue gratuitement une partie de son stock.

Nos lecteurs pourront se procurer la circulaire envoyée à ce sujet, en s'adressant à la « Librairie du Travail ».

Nous prions nos camarades de rentrer rapidement les listes de souscription à l'administration. Nous devons dire que peu de camarades ont répondu à notre dernier appel. Mais, cependant, avec un effort intensif, une bonne organisation de la vente, nous arriverons à équilibrer notre budget et à acquérir un peu de stabilité financière.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs l'organe mensuel de la « Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale »:

COMMUNISME

Editeur responsable: A. Manne, 38, Place du Châtelain, Bruxelles (Belgique)

"Bilan" est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.

Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9^e).

Kiosque: 7, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: 47, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: Place de la République (coin rue de la Douane).

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque: Place de la Chapelle.

MARSEILLE (FRANCE)

Boulevard Garibaldi, face n° 26.
